



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-06-1/2022-06-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

**Mercredi 1<sup>er</sup> juin.**

**L'ONU invite tous les groupes armés à déposer « immédiatement » leurs armes.** Dans une adresse faite par visioconférence devant le Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation de la RDC, l'envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs d'Afrique, Huang Xia, recommande à tous ces groupes armés : « J'appelle donc, une fois de plus, tous les groupes armés dans l'Est de la RDC à renoncer à la violence, à déposer immédiatement leurs armes, à s'engager dans le processus de dialogue de Nairobi facilité par le Kenya. Mon bureau, aux côtés de la Monusco, continuera à y apporter l'appui technique et logistique nécessaire à la poursuite de ce processus de paix ». Huang Xia a rappelé qu'il y a presque 10 ans que le M23 provoquait, à travers notamment les tristes événements autour de Goma, une crise régionale, exacerbée par les accusations réciproques entre la RDC et ses voisins. « Aujourd'hui, l'histoire semble de nouveau tristement se répéter. Si nous devons le regretter, nous devons aussi tout faire pour éviter une nouvelle escalade, tout faire pour éviter une énième crise aux conséquences humanitaires, sécuritaires et politiques incommensurables dans la région des Grands Lacs », a-t-il dit.

**Kinshasa : une enquête de l'Assemblée provinciale note la spoliation du site Tshangu I.** Ce document s'étonne que ce terrain réservé aux activités agricoles soit lotis par des personnes, en violation de la loi. Ce site est disputé par trois personnes, à savoir : un homme, un maraicher et une enseignante. Ce rapport établit que dans la partie sous la gestion de l'enseignante, plusieurs habitations privées sont déjà loties avec la complicité de l'Inspection urbaine du développement rural. Cette mission parlementaire recommande la suspension de personnes ayant spolié le site Tshangu I dont le chef de l'Inspection urbaine du développement rural.

**Beni : la société civile alerte sur la présence des ADF dans 7 villages du secteur Beni-Mbau.** Le porte-parole des opérations Sokola 1, assure que l'armée a pris des mesures afin de sécuriser toute cette région. Pour lui, l'ennemi en débandade cherche à se réorganiser dans la partie Ouest.

**Apukin invite la communauté internationale à abandonner la politique de victimisation du Rwanda.** « L'Association de professeurs de l'Unikin demande à la communauté internationale de ne plus tomber dans la victimisation du Rwanda qui fait du mythe FDLR un superflue pour justifier sa présence en RDC, en appuyant le prétendu M23 qui n'est autre que sa propre création ». En attendant l'organisation d'un colloque sur les conflits armés en RDC, cette Asbl recommande au gouvernement congolais de doter, des moyens nécessaires, les FARDC pour qu'elles assurent la défense nationale. L'Apukin plaide par ailleurs pour la création d'un « Tribunal pénal international pour la RDC », afin que tous les auteurs de crimes y répondent de leurs actes.

**Sud Kivu : des centaines de ménages de déplacés regagnent les hauts plateaux d'Uvira,** plus d'une année après y avoir fui les hostilités entre miliciens. Selon une mission humanitaire qui séjourne dans la région, des camions privés devraient les embarquer jusqu'à Lemera et Kidote d'où ils devraient poursuivre leur route à pied.

**Tanganyika : 3 blessés dans l'incendie d'un bâtiment, à Kongolo.** Ce drame a également brûlé une boutique, une quincaillerie, une pharmacie et un local qui servait de dépôt d'essence. L'administrateur-adjoint du territoire de Kongolo, attribue cet incendie à un motard qui a décroché son téléphone pendant qu'il achetait de l'essence.

**La RDC accepte de libérer 2 soldats rwandais, après trois jours de détention (autorités angolaises).** « A la demande de son homologue angolais, Félix Tshisekedi a accepté de libérer deux soldats rwandais récemment capturés sur le territoire de la RDC », ont indiqué les services de la Présidence angolaise. Le Président Angolais affirme qu'à la suite de ses entretiens, les dirigeants rwandais et congolais sont parvenus à « un accord » pour se rencontrer en face-à-face, à Luanda (Angola), à une date qui sera annoncée.

**Sud-Kivu : une marche de soutien aux Fardc organisée, à Bukavu.** A travers cette marche pacifique, la population a voulu dire « non à la guerre d'agression de la RDC » et manifester un « soutien total aux Fardc ». La population de Bukavu a demandé au chef de l'Etat de procéder à des réformes profondes au sein de l'armée pour s'assurer des militaires réellement engagés pour la patrie.

**Rutshuru : des cas récurrents d'incursions d'hommes armés dans plusieurs villages à Bwisha.** L'ONG-Badilika et la société civile du territoire, précisent que ces hommes, ont pillé en toute quiétude et systématiquement les biens de la population avant de se retirer de la cité. Selon les mêmes sources, les forces de sécurité ne sont pas visibles dans cette zone où les rebelles des FDLR, font la loi. Ils occupent les villages de Mirambi/Kisharo, Kinyandoni, Kigaligali, Nyamitwitwi et Busesa, où ils continuent à imposer en toute impunité des taxes illégales ainsi que des redevances agricoles et d'élevage aux habitants.

**Rutshuru : des cas récurrents d'incursions d'hommes armés dans plusieurs villages à Bwisha.** L'ONG-Badilika et la société civile du territoire, précisent que ces hommes, ont pillé en toute quiétude et systématiquement les biens de la population avant de se retirer de la cité. Selon les mêmes sources, les forces de sécurité ne sont pas visibles dans cette zone où les rebelles des FDLR, font la loi. Ils occupent les villages de Mirambi/Kisharo, Kinyandoni, Kigaligali, Nyamitwitwi et Busesa, où ils continuent à imposer en toute impunité des taxes illégales ainsi que des redevances agricoles et d'élevage aux habitants.

**Sankuru : plus de 5 000 familles visées dans la distribution des moustiquaires imprégnées.** La Division provinciale de la santé du Maniema organise du 30 mai au 6 juin la campagne de distribution gratuite des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Le but de cette activité est de réduire l'incidence du paludisme à travers cette province.

**Maniema : le Conseil d'Etat annule les élections du gouverneur et vice-gouverneur.** Le Conseil d'Etat dit avoir été saisi par trois candidats malheureux, dénonçant nombreuses irrégularités. Le Conseil d'Etat, annule les élections de gouverneur et de vice-gouverneur pour motif qu'il a eu fraude.

**Sud-Kivu : 250 réfugiés burundais rapatriés dans leur pays.** 73 ménages sont venus du camp de Mulongwe en Territoire de Fizi, ont volontairement décidé de rentrer au Burundi. Les rapatriés burundais ont été accueillis à Gatumba par différents services étatiques du Burundi. Après le contrôle biométrique au camp de transit, ils ont reçu des kits de réinsertion avant d'être conduits dans leurs provinces et milieux respectifs.

**Lubero : des miliciens UPLC occupent le campement des Fardc à Biambwe.** Plus d'une dizaine des Maï-Maï bien armés ont occupé le campement des Fardc la nuit du 1er juin à Biambwe, au Nord-Kivu. C'est quelques heures après que les Fardc ont dégarni leur position. D'après le porte-parole des opérations Sokola1, ces militaires seront incessamment remplacés par une autre unité. Toutes les dispositions sont prises pour protéger la population de toute exaction de ces Maï-Maï, ajoute-t-il.

**La Monusco propose une réponse militaire ferme pour régler définitivement le problème M23.** La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, a ajouté deux autres conditions : « Une réponse politique où chacun s'engage de bonne foi. Les pays de la région ont créé eux-mêmes des mécanismes, notamment le Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi chargé de surveiller et de mener des enquêtes sur les incidents de sécurité dans la région des Grands Lacs. C'est la collaboration et la transparence qui doivent

prévaloir. Une réponse **opérationnelle** enfin. La réémergence du M23 nous rappelle douloureusement l'urgence absolue de lancer l'opérationnalisation du Programme DDRCS province par province ».

**Beni : 5 personnes tuées par les ADF à Beu-Manyama.** Selon la société civile locale qui rapporte ce bilan provisoire, la première attaque est celle du village Beu-Manyama. Il s'agit d'une deuxième attaque après celle du week-end dernier, qui a coûté la vie à une trentaine des civils. La deuxième attaque a été signalée ce mercredi à l'aube à Kabalwa dans le secteur de Rwenzori. C'est à l'ouest de la commune de Bulongo, où ces rebelles de l'ADF ont tué au moins une vingtaine de personnes et incendié des maisons et véhicules lundi dernier. La société civile locale contactée, affirme ne pas encore disposer du bilan de cette attaque.

**Tension RDC et Rwanda : Kigali réitère son engagement à continuer à travailler avec la RDC de manière bilatérale (autorités rwandaises),** et à travers les initiatives régionales établies. Cela inclut le Mécanisme de vérification conjoint élargi de la CIRGL et le processus de Nairobi dans le cadre de la Communauté d'Afrique de l'Est, ainsi que par le biais d'une collaboration multilatérale, pour la sécurité, la stabilité et le développement à long terme de la région des Grands Lacs. Par ailleurs, le ministre des affaires étrangères du Rwanda a dénoncé la montée du discours de haine « contre les rwandais et les entreprises rwandaises », notamment sur les réseaux sociaux, du côté de la RDC.

**Sud-Kivu : une enquête de l'ICCN dédouane les écogardes et les FARDC d'allégations de violations des droits humains.** Dans son rapport d'enquête du 6 avril dernier, l'ONG Minority Rights Group International (MRG) révélait que des gardes du parc et des soldats de l'armée congolaise avaient tué au moins 20 Batwa, violé en groupe au moins 15 femmes et déplacé par la force des centaines d'autres, après que leurs villages ont été réduits en cendres. Des actes d'atrocité qui seraient commis entre 2019 et 2022 dans le parc de Kahuzi Biega, «L'ICCN relève ici un écart disproportionné entre le volume des allégations du premier rapport de l'ONG et les résultats du rapport de la commission. Cet écart s'explique sans doute par la plus grande rigueur méthodologique de la deuxième équipe et questionne ainsi fondamentalement le sérieux et les motivations du premier rapport, exagérément accusateur », peut-on lire dans le communiqué de presse de l'ICCN. Selon l'ICCN, l'ONG qui a participé à tous les travaux de la commission mixte et indépendante qui se sont déroulés de manière transparente s'est rétractée en dernière minute au désarroi et à la grande surprise de tous et de se demander : ceci expliquerait-il les motivations scabreuses de son rapport initial ?

#### **Jeudi 2 juin.**

**Ituri : la communauté Lendu et la milice CODECO réfléchissent pour restaurer la paix à Djugu.** Plus de 300 personnes composées essentiellement des leaders de la communauté Lendu participent depuis ce 1<sup>er</sup> juin à Rethy, dans le territoire de Djugu (Ituri) à un dialogue intra-communautaire élargi au groupe armé de la Codeco. Selon les organisateurs, l'objectif de cette rencontre est de réfléchir aux causes profondes de l'insécurité et les pistes de solutions pour la restauration de la paix. Durant quatre jours, les participants vont identifier les principaux Pour le porte-parole du peuple Lendu, le but de la démarche est aussi d'associer les leaders du groupe armé Codeco pour qu'ils contribuent au retour de la paix dans la zone.

**Lubero : un notable déplore des cas de viol des jeunes filles à Buhoyo.** Il accuse des miliciens Maï-Maï d'être auteurs de ces actes. En dehors des viols, ces miliciens s'adonnent aussi à piller les biens des villageois et imposent illégalement des taxes aux habitants depuis quelques mois.

**Rose Mutombo opposée à l'annulation des élections des gouverneurs de la Mongala et la Tshopo.** La ministre de la Justice a récusé le 30 mai les arrêts du Conseil d'Etat, annulant les élections des gouverneurs des provinces de la Mongala et de la Tshopo. « Comment dans un scrutin à bulletin secret, une juridiction peut-elle déduire que tel électeur a forcément voté pour X candidat », s'est-elle interrogée. Elle a affirmé déceler le dol dans le chef des membres de la composition ayant rendu ces décisions contestées. Selon elle, les arrêts ainsi rendus ne devraient pas être pris en considération, car ils jettent un discrédit sur la plus haute juridiction administrative du pays.

**Tanganyika : les Fardc délogent la milice Twa de 5 localités.** Pour le porte-parole de l'armée la reprise de ces localités intervient, 20 jours après l'attaque et l'occupation de celles-ci par la milice Twa. « Les militaires sont passés sans tarder à l'offensive. Ils ont attaqué Mala, Musebe et Katonge. Ces localités sont reprises par les Fardc».

Trente-huit personnes, otages de cette milice ont également été libérés.

**Assemblée nationale : adoption du rapport des vacances parlementaires.** Le président de la commission spéciale de l'Assemblée nationale, assure que 70% de ses collègues ont déposé leurs rapports, permettant ainsi à sa commission d'avoir la situation globale de tout le pays : « Ce qui est une bonne chose, parce que maintenant nous avons une connaissance de la réalité du terrain. Ce sont les députés qui sont sur le terrain, ce sont eux qui connaissent les problèmes de leurs électeurs dans les circonscriptions ». Ce rapport adopté sera transmis à d'autres institutions du pays dont le président de la République, le gouvernement. Il a en outre souligné que ce rapport renferme des problèmes liés à l'administration territoriale, à la sécurité, aux infrastructures et autres.

**Nord-Kivu : quelques blessés enregistrés dans une bagarre entre déplacés, à Kanyaruchinya.** Cette rixe a éclaté pendant que le Programme alimentaire mondiale distribuait l'assistance. « Il y a un chef de village Kingarame qui a enregistré seulement sa famille, qui a bénéficié de l'assistance tandis que les autres n'ont rien eu. C'est ce qui a provoqué une bagarre », a expliqué un déplacé. Les éléments de la police nationale sont intervenus. La majorité des déplacés ont préféré quitter ce lieu pour chercher asile ailleurs. Nombreux d'entre eux se sont déversés dans les quartiers périphériques de la ville de Goma.

**Le président du Conseil économique et social appelle les Congolais à l'unité face à la situation dans l'Est.** Il demande aux Congolais de mettre de côté leurs querelles internes à ce moment où la partie Est du pays est en proie à l'activisme des hommes armés : « L'on ne se dispute pas dans une famille quand la case brûle ». Pour un avenir radieux de la RDC, il propose le recadrage du système éducatif, sanitaire et sécuritaire.

**Maniema : l'UNFPA a remis deux bâtiments réhabilités au gouvernement.** Il s'agit de « Fistula Clinic », situé dans l'enceinte de l'Hôpital général de référence de Kindu et un autre bâtiment, abritant la section sage-femme de l'Institut technique médical Kalima. Cette cérémonie a été suivie de la remise d'instruments et médicaments à l'Hôpital provincial, à la Maison de la femme et au bureau de la Société congolaise de la pratique sage-femme.

**Ituri: le village Lolwa vidé de sa population, après l'incursion des ADF.** Ces assaillants en provenance de la rivière Ituri sont entrés dans le village Lolwa, en tirant des coups. Ils voulaient attaquer l'Hôpital général de Lolwa afin de s'approvisionner en médicaments. Mais leur attaque a été déjouée par les Fardc.

**4 hôpitaux bénéficient de matériels et équipements médicaux,** de la Fondation Coca-Cola. Ce don estimé à environ 980 000 USD est constitué d'équipements médicaux spécialisés et de soins primaires, notamment des unités d'échographie, des couveuses pour nourrissons et de l'équipement respiratoire. Dans ce lot, il y a également des équipements de protection individuelle contre la COVID-19.

**Lubumbashi accueille la 17<sup>e</sup> édition de Semaine minière de la RDC.** Les participants plangent sur plusieurs questions dont l'exploitation minière, le climat des affaires, le déficit en énergie électrique pour les miniers et autres. Plus de 200 stands y sont ouverts au public et exposent des produits des entreprises minières et ceux qui sont généralement utilisés dans les sites miniers. Cette activité offre également l'opportunité aux opérateurs économiques de nouer des relations d'affaires avec d'autres partenaires. Pour la ministre des Mines l'économie de la RDC est « dépendante du secteur minier qui, selon elle, demeure le principal porteur de croissance et contribue de manière significative au budget de l'Etat ».

**La RDC et la Banque mondiale signent 2 accords de financement, estimés à 900 millions USD.** Le premier, avec 300 millions USD, consiste à soutenir l'entreprenariat féminin, en RDC. Environ 600 autres millions USD sont destinés aux projets d'amélioration à l'accès à l'eau potable et à l'électricité : « C'est un projet avec un changement d'approche qui consiste à travailler avec la REGIDESO et la SNEL mais également en partenariat avec des entreprises privées », a poursuivi le représentant de la BM en RDC.

**Conflit RDC-Rwanda : MILAPRO exige la fermeture des frontières entre ces deux pays.** « Nous exigeons l'annulation de tous les accords entre la RDC et le Rwanda et exigeons le rappel, sans condition et immédiat de l'ambassadeur de la RDC au Rwanda et par conséquent, l'expulsion de l'ambassadeur rwandais de notre sol », a martelé le Coordonnateur du ministère des laïcs protestants. **Uvira : un député national plaide pour la réhabilitation de la route Ngomo.** « Toutes les marchandises en provenance de Dubai, de la Turquie, de la Chine passent par le port de Dar es Salam et utilisent les routes du Rwanda pour atteindre nos provinces du Nord et Sud Kivu. Nous demandons au gouvernement congolais à prioriser la construction RN5, entre Bukavu et Kamanyola »

**Goma : environ 140 cas suspects de choléra répertoriés dans la prison de Munzenze.** « Par semaine, on pouvait enregistrer plus de 15 cas de choléra. Mais, avec notre présence, nous nageons entre 5 et 10 cas par

semaine. Donc, il y a une petite diminution ». Médecins sans frontières attribue la persistance du choléra au manque d'hygiène et la pénurie alimentaire dans cette maison carcérale. 2 800 détenus ont été vaccinés contre le choléra au mois de mai.

**Ituri : plaidoyer pour l'intensification des opérations conjointes Fardc-UPDF, à Irumu.** Ces opérations militaires consistent à traquer les rebelles des ADF au Nord-Kivu et en Ituri. Les acteurs de la société civile d'Irumu demandent aux armées ougandaise et congolaise de faire plus d'efforts pour sécuriser la population de ce coin.

**Violences au Nord-Kivu : 117 000 personnes déplacées de Rutshuru et Nyiragongo.** OCHA indique dans son bulletin que plus 33.000 ont trouvé refuge dans des écoles, églises, familles d'accueil et autres lieux collectifs dans le territoire de Nyiragongo, tandis que d'autres se sont mis à l'abri dans les régions de Rumangabo et Rugari. Des mouvements retours timides sont observés dans certaines localités. Ainsi qu'en provenance de l'Ouganda où environ 25.000 personnes s'étaient réfugiées depuis mars. La distribution de vivres continue également à Kanyaruchinya afin d'atteindre les 35 000 bénéficiaires ciblés.

**Rutshuru : les Fardc poursuivent des patrouilles "pour nettoyer" la région de Jomba.** Selon les sources militaires, après la reconquête de plusieurs collines par l'armée, les rebelles tiennent encore désespérément une partie des collines de Chanzu, Runonyi et Musongati. Les populations réfugiées à Rutshuru-centre, à Kisoro en Ouganda et dans les groupements voisins de Busanza et Bweza, hésitent encore pour regagner leurs villages.

**Kwilu : 24 000 élèves de Kikwit dotés des kits des fournitures scolaires, don de l'Unicef et de la coopération coréenne.** Au total 24. 408 élèves de la première et deuxième année primaire ont bénéficié ces kits scolaires essentiellement constitués des sacs à dos, des cahiers, des stylos et autres, don de l'Unicef et de la coopération coréenne dans le cadre du partenariat éducatif avec le ministère de l'EPST. Dans le cadre de ce même partenariat, quinze écoles seront construites et réhabilitées par l'Unicef et la coopération coréenne.

**Les prix des transports en commun ont doublé à Kinshasa.** Ces prix sont fixés de manière unilatérale sans le moindre respect de la grille tarifaire de l'Hôtel de ville de Kinshasa. « Seule la commission tarifaire a le droit de baisser ou augmenter les prix des transports en commun » a précisé l'Association des chauffeurs du Congo.

**Beni : le tribunal de paix libère cinq détenus de la prison centrale de Kangbayi,** quelques heures après leur condamnation par le Tribunal de paix de Beni, siégeant en chambre foraine dans cette maison carcérale. Faute de la tenue des audiences, ces détenus ont passé plus de temps en détention que la durée de leur peine.

**La Cour d'appel se prononcera sur le sort de Vital Kamerhe le 16 juin prochain.** Lors de l'audience publique du jeudi 2 juin, les avocats de Kamerhe ont plaidé, en l'absence du prévenu, pour sa libération « pure et simple », alors que le ministère public et la partie civile ont demandé aux juges la reconduction de la première décision l'ayant condamné à 13 ans de prison pour détournement présumé des fonds alloués au programme présidentiel d'urgence de 100 jours.

**Insécurité dans l'Est de la RDC : Kinshasa attend de Washington des « actions concrètes » à l'endroit des terroristes** et leurs affidés « qui torpillent le processus de paix engagé par le président Félix Tshisekedi », indique une dépêche de la Présidence parvenue jeudi 2 juin à Radio Okapi.

**Sud-Kivu : le trafic entre Bukavu et Uvira coupé à la suite de l'effondrement du Pont Chihanda.** Des véhicules sont bloqués de part et d'autre de la RN5. Aucune voie de déviation n'est possible en cet endroit. Avec cette situation, la ville de Bukavu sera dépourvue de plusieurs produits en provenance de la Tanzanie et Zambie via le port de Kalundu, du Burundi par la frontière de Kavinvira.

**Ouverture de l'atelier de mise en œuvre de la Convention sur les droits des personnes handicapées ;** Le chef du Gouvernement a placé la promotion et la protection des droits des personnes vivant avec handicap parmi les priorités du gouvernement de la RDC au travers du pilier 13 de l'action gouvernementale qui met en exergue la vision du Chef de l'Etat. Il a fait savoir que le rapport initial sur l'état de mise en œuvre de la Convention relative aux Droits des personnes handicapées est un signal important pour l'orientation de l'action gouvernementale en faveur de cette catégorie sociale longtemps marginalisée.

**Vendredi 3 juin.**

**Kinshasa : les avocats de François Beya réitèrent la demande de liberté provisoire pour leur client.** François Beya, l'ancien conseiller spécial du Chef de l'État en matière de sécurité a comparu vendredi 3 juin avec



ses coaccusés à l'audience publique devant la Haute Cour militaire à la prison centrale de Makala à Kinshasa. Cette audience d'introduction a été marquée par trois points essentiels ; à savoir : l'identification des prévenus, la lecture des incriminations à charge des prévenus ainsi que des préalables soulevés par la défense. Celle-ci a sollicité une remise pour s'imprégner des pièces du dossier. Elle a également réitéré sa demande de mise en liberté provisoire pour François Beya et la médiatisation du procès. C'est le 5 février dernier que l'ancien conseiller du chef de l'Etat avait été arrêté par l'Agence nationale des renseignements (ANR) et détenu pendant deux mois dans ses cachots. Le 4 avril dernier, il avait été transféré à la prison centrale de Makala, au lieu d'être présenté devant son juge naturel ou simplement relaxé, selon ses avocats. Et, le 4 mai dernier le prévenu a été déféré devant la Haute Cour militaire pour qu'il soit jugé.

**Beni : la Monusco remet 7 km d'une route réhabilitée, à Malambo.** Les travaux de réhabilitation de ce tronçon ont duré 6 mois. Ils ont été financés à 82 000 USD à travers l'ONG Action pour la promotion de l'entrepreneuriat local (APPEL) dans le cadre du projet de réduction des violences communautaires que pilote la mission onusienne. Les produits agricoles tels que : les bananes, le manioc, le haricot, l'huile de palme, le cacao et autres, sont facilement acheminés de Halungupa en Ouganda voisin, en passant par Kilya et Kasindi (Beni).

**Maniema : des députés récusent l'arrêt du Conseil d'État, annulant les élections du gouverneur et vice-gouverneur.** Dans une déclaration politique, ces élus ont fustigé les irrégularités contenues dans cette décision judiciaire et déplorent également ce qu'ils qualifient de justice à double vitesse du Conseil d'Etat. Le député Kalukula a ainsi demandé au Conseil d'État de réexaminer son arrêt, en revenant à la raison et dire le droit.

**Assemblée nationale : vote de la proposition de loi électorale,** après débat, à l'Assemblée nationale. Des innovations ont été apportées à ce texte du G13 dont la prise en compte du genre dans l'établissement des listes, la publication des résultats bureau de vote par bureau de vote et la cartographie électorale avant la campagne.

**L'Ouganda et la RDC ont le défi de l'infrastructure, note le président du patronat ougandais.** « Le plus grand défi que nous avons c'est le défi de l'infrastructure. Dans ces deux pays, vous avez des endroits qui ne sont pas vraiment joignables, reliés par des routes de bonne qualité pendant qu'il y a dans ces lieux des populations qui ont besoin de beaucoup d'aliments ainsi que de produits », a expliqué le patron du patronat ougandais, au sommet d'affaires entre l'Ouganda et la RDC. Il a également évoqué le problème de l'insécurité, des taxes au niveau des frontières et de la distance, le transport aérien étant très coûteux pour acheminer les marchandises à Kinshasa.

**Nouvelle prolongation de l'état de siège à l'Assemblée nationale.** Les députés ont décidé, sans débat, ni évaluation, du maintien de cette mesure, en raison notamment de la recrudescence de l'insécurité due à l'agression du Rwanda sous couvert du M23.

**Kinshasa : les magistrats révoqués en 2018 appellent à l'accélération de l'examen de leurs recours.** « Nous sommes décidés de mener notre lutte jusqu'au bout. Aujourd'hui nous sommes venus souligner l'apport du Conseil supérieur de la magistrature à l'examen de nos recours dans le cadre de la commission paritaire Conseil supérieur de la magistrature-présidence de la République », a déclaré le responsable de ce collectif de magistrats.

**L'ARPTC dément l'augmentation des services de télécoms.** L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo qualifie de « fausses et mensongères », les allégations de la Fédération des entreprises du Congo faisant état de « l'augmentation prochaine des tarifs des services de télécommunications en RDC ». De son côté, le patronat congolais a justifié cette augmentation prochaine par l'instauration de nouvelles taxes qui seraient prévues par le gouvernement à charge des opérateurs des télécommunications.

**Crise RDC-Rwanda: le gouverneur Théo Ngwabidje appelle ses administrés à bannir la « xénophobie ».** Le gouverneur du Sud-Kivu, dit avoir lancé cet appel à la suite des tensions observées entre la RDC et le Rwanda, accusé de soutenir le M23, en territoires de Rutshuru et Nyirangongo (Nord-Kivu) et a en outre demandé à ses administrés de rester « vigilants et unis derrière les institutions nationales et provinciales ».

**Rutshuru : la société civile appelle les Fardc à déloger le M23 de collines de Chanzu et Runyonyi.** La société civile de Rutshuru est d'avis que la reconquête de ces deux collines par l'armée permettrait aux déplacés de retourner chez eux et a également fait savoir que la menace du M23 et leurs alliés (Rwanda et Ouganda) est réelle dans cette partie du pays.

**Beni : le groupement Malambo vidé de ses habitants qui fuient les ADF.** Il s'agit des localités situées le long de la rivière Semuliki jusqu'à Hululu. La plupart de gens se sont déplacés vers Kilya, Bulongo, Mutwanga et d'autres ont rejoint les villes de Beni et Butembo, jugées les plus sécurisées de la contrée.

**Bukavu : des officiers PNC de 4 provinces formés sur la lutte contre les violences sexuelles**, et celles basées sur le genre (VSBG). A l'initiative du Programme de l'ONU d'appui à la Justice, l'UNPOL et le PNUD, ce séminaire a inculqué aux participants les notions sur l'importance de lutte contre les VSBG.

**Ituri : les enseignants de la sous-division de l'EPST 2 en grève, à Mambasa.** Ils protestent contre le retard de paiement de leurs salaires des mois d'avril et mai derniers. Ils reçoivent leurs salaires via Caritas développement. Le responsable de cette structure attribue ce retard à la persistance de l'insécurité sur l'axe Komanda-Mambasa.

**Le pape François apporte un message de paix aux Congolais (Mgr Ettore Balestrero).** Selon le Nonce apostolique : « Le pape vient au Congo parce que c'est un pays avec lequel l'Eglise catholique a une longue histoire d'évangélisation, de souffrances, d'amour, des personnes ayant donné leurs vies, des témoignages... ».

**Le gouvernement dit travailler avec la Monusco pour la sécurité du pape François.** Le ministre de la Communication et Médias, a reconnu que la sécurité du pape François « reste une question cruciale pour le gouvernement à l'étape de Goma. Le choix même du site représente toute la symbolique de la visite. C'est sur ce site-là, qu'il y a eu éruption volcanique et il y a eu récemment des incursions répétées ».

**Kananga : une quarantaine de journalistes formés sur la prévention des abus sexuels.** Selon le coordonnateur régional de la protection contre les abus sexuels : « Le but est que les journalistes puissent nous accompagner et qu'ils soient nos partenaires. Vous savez qu'aujourd'hui nous avons même des médias en ligne. Ça porte très loin. En passant par leurs médias, ils peuvent nous aider à atteindre plusieurs personnes à la fois ».

**Ituri : les Fardc annoncent la libération de 127 otages des ADF.** Selon le porte-parole de l'armée en Ituri, la libération est intervenue au cours des opérations militaires contre ce groupe armé dans la profondeur de la forêt. Ces personnes libérées sont composées essentiellement des populations autochtones. Elles avaient été kidnappées depuis plusieurs semaines lors de l'incursion des rebelles des ADF notamment aux villages de Mabenda et de Manزابuko dans le territoire d'Irumu. Plus de 500 otages sont déjà libérés par l'armée depuis le début de l'état de siège dans cette province.

**Ituri : un premier cas de peste pulmonaire détecté à Djugu.** Il s'agit d'un homme âgé de 40 ans habitant le village Belendju dans l'aire de santé de Lokpa. Cette situation inquiète les autorités sanitaires locales, car ce cas vient s'ajouter à la peste bubonique, qui n'est pas encore maîtrisée. En effet, cette entité fait déjà face à l'épidémie de peste bubonique déclenchée depuis le mois de mars avec 5 décès sur les 217 cas positifs notifiés. La zone de santé est confrontée aux problèmes de rupture de stocks de médicaments pour la prise en charge des malades.

**Kongo-Central : poursuite de la grève des enseignants des écoles publiques de Luozi.** Ils ont deux revendications : le retour de leur paie à Equity BCDC et le paiement de leurs salaires des mois d'avril et de mai. Ils préfèrent Equity BCDC, car disposant d'agences fixes dans leur entité, où ECOBANK n'est pas opérationnelle. Il déplore cette grève qui intervient en cette période où les enfants affrontent plusieurs examens de fin d'année.

**Samedi 4 juin.**

**Martin Fayulu : « On ne peut pas laisser les FARDC se battre seules ».** Les membres des plateformes politiques Lamuka et Bloc Patriotique ont marché vendredi 3 juin à Kinshasa, de la commune de Lemba au boulevard Triomphal (Kasu-Vubu). « La manifestation visait à soutenir les Fardc qui combattent les groupes armés, dont le M23 soutenu par le Rwanda dans l'Est du Pays », a déclaré Martin Fayulu, président de l'Ecidé (Engagement pour la citoyenneté pour le développement), membre de Lamuka. « Nous avons marché une fois de plus pour soutenir nos Forces armées congolaises, nos vaillants militaires qui sont au front », a-t-il précisé. Selon lui, « On ne peut pas laisser les Fardc se battre seules. Il faut les soutenir ».

**Beni : reprise de production agricole au groupement Malambo.** Le chef de groupement Malambo, en territoire de Beni (Nord-Kivu), salue la reprise, depuis trois mois, de la production agricole dans plusieurs localités de son entité. Il a attribué cette embellie au retour progressif de la population dans la région de Halungupa. Lors de la dernière récolte, la quantité de plusieurs produits champêtres y a augmenté dont les bananes plantains, le café, le cacao, le maïs, le haricot et l'huile de palme.

**Beni : l'axe routier Mavivi-Mbutaba rouverte aux trafics.** Long de 12 kms, cet axe est réhabilité par la Monusco dans le cadre du projet de la réduction des violences communautaires. Exécutés par l'ONG Conseil contre la pauvreté, les travaux de réhabilitation de cette route ont été financés à hauteur de 89 000 USD.

**Ituri : des milliers de déplacés vivent difficilement à Komanda.** La dernière vague y est arrivée mardi dernier en provenance de Mandombe. Ces familles fuient leurs localités à la suite de l'activisme des rebelles ADF. Elles vivent dans des abris de fortune, trop exiguës et presque à ciel ouvert alors que d'autres restent sous les arbres et passent nuit à la belle étoile, exposés aux diverses intempéries. Plusieurs enfants et certains adultes dans ce site souffrent du paludisme, de fièvre et de malnutrition due probablement à une mauvaise alimentation.

**Environ 834 cas de pieds bots soignés gratuitement dans 4 provinces en 2021.** Le coordonnateur du Counseling au sein de l'ONG « Hope Walks » a indiqué que la prise en charges des patients se fait dans les cliniques appuyées par Hope Walks. Le pied bot est une malformation congénitale qui fait que la personne marche sur le dos du pied au lieu de la plante du pied. L'ONG Hope Walks a ses cliniques au Maniema, en Ituri, au Nord et Sud -Kivu.

**L'ONU exhorte les groupes armés à adhérer au processus de paix.** Ce Conseil condamne tous les groupes armés qui écument l'Est du pays dont le M23, la Coopérative pour le développement du Congo, les FDLR, la RED Tabara, les Mai-Mai et autres. Il exhorte les rebelles étrangers, présents en RDC, à se désarmer et à retourner immédiatement et sans condition dans leurs pays d'origine respectifs.

**Butembo : la commune de Kimemi dotée d'un plan local de sécurité.** Ce document a été validé à l'issue d'un atelier ayant réuni les autorités municipales, la société civile et les mouvements citoyens sous l'égide de la Monusco. Parmi les causes de l'insécurité : le banditisme urbain, les conflits fonciers, la toxicomanie et autres.

**Construction des routes Kasindi-Beni-Butembo : 40 % de la main d'œuvre sera ougandaise.** « Selon les accords entre les deux gouvernements ougandais et congolais, il y a 40 % des travailleurs qui doivent venir de l'Ouganda et 60 autres de la RDC. », a précisé le coordonnateur des opérations conjointes des Fardc-UPDF. Estimés à environ 300 millions USD, l'entreprise Dott Service Limited financera 60 % alors que Kampala et Kinshasa vont se charger de 40 autres %. Leurs troupes vont sécuriser ces travaux de Kasindi à Beni jusqu'à Butembo.

**Ituri : le collectif « Allez-y Fardc » en marche de soutien aux Fardc, à Bunia.** A travers cette manifestation, le coordonnateur du collectif « Allez y Fardc », dit vouloir appeler le gouvernement à doter les militaires de moyens conséquents pour combattre l'ennemi qui menace l'intégrité nationale. Il a recommandé aux groupes armés de déposer les armes et de s'adhérer au programme de PDDR-CS et invite par ailleurs les communautés à se désolidariser des groupes armés ainsi que des groupes et d'auto-défense.

**Félix Tshisekedi préconise la création d'une Zone économique spéciale dans l'Est du pays.** Le porte-parole du gouvernement congolais a expliqué que cette zone devra promouvoir la culture de la paix, en misant sur un réseau de PME, de petites et moyennes industries actives dans l'agroalimentaire, l'énergie, le tourisme et les nouvelles technologies. « Le gouvernement devrait s'activer pour que la mise en œuvre de cette Zone économique spéciale se matérialise dès l'exercice budgétaire 2023 », a indiqué le ministre de la Communication et Médias.

**Nord-Kivu: lancement de la campagne de collecte du sang en faveur des Fardc, ce 4 juin à Goma.** « Dans cette période ici où notre province traverse une turbulence sécuritaire, nos militaires au front ont besoin du sang ; c'est donc notre devoir en tant que patriotes de venir soutenir nos militaires ». Ce don bénévole de sang se fait aux centres de transfusion sanguine de Goma, Rutshuru, Butembo et Beni (Nord-Kivu).

**Lubero : un groupe Mai-Mai accusé de tracasser la population vers la côte Ouest du lac Edouard.** Ces miliciens ont installé leur quartier général, à Kaviniro et Vuveye, à une cinquantaine de km au Nord-Est du chef-lieu du territoire de Lubero. Le chef local les accuse d'imposer les taxes exorbitantes et d'opérer des arrestations arbitraires. Il appelle les autorités provinciales à restaurer la paix dans ce coin du Nord-Kivu.

**Les chefs coutumiers opposés à l'ingérence politique dans leurs affaires.** L'Alliance nationale des autorités traditionnelles congolaises (ANATC) ont lancé le 4 juin à l'occasion de leur congrès dans la commune de Lemba à Kinshasa. Parmi les revendications, les détenteurs des pouvoirs coutumiers sollicitent aussi la budgétisation de leur structure pour gérer des conflits fonciers, qui abondent dans les tribunaux congolais.

**Ituri : plus de 10 villages de Djugu se vident de leurs populations.** Onze villages lacustres sur le littoral du lac Albert dans le groupement Tchomia dans le territoire de Djugu (Ituri) se sont presque vidés vendredi 3 juin de leurs habitants. Cette situation fait suite aux tirs entendus dans la zone, qui ont fait croire à la population à une nouvelle attaque des miliciens du groupe armé Codeco. Jeudi dernier, une attaque de ces rebelles avait causé la



mort de sept personnes dans le camp de pêche de Mbogi et Nyamamba. Le porte-parole de l'armée en Ituri appelle cependant la population au calme et à vaquer librement à ses occupations.

**Bunia : au moins 2 morts lors des affrontements entre les Fardc et la Codeco à Djugu**, trois cents vaches emportées et des maisons détruites. D'après des sources locales, ces miliciens ont surpris les éleveurs dans la localité d'Anu pour se ravitailler en vivres. Cette situation a créé un déplacement massif de plus de 4000 personnes dans la zone. L'armée, pour sa part, indique avoir repris le contrôle de cette zone, récupéré les vaches volées et «neutralisé» deux assaillants. Cinq fusils AK 47 ont également été saisis par l'armée.

#### **Dimanche 5 juin.**

**Tensions RDC-Rwanda : Félix Tshisekedi en visite de travail au Congo-Brazzaville.** La visite de travail du Chef de l'Etat est le prolongement de sa récente visite-éclair effectuée à Luanda, dans le cadre de la facilitation régionale autour du différend RDC-Rwanda. La presse présidentielle de la RDC estime que Félix Tshisekedi et Denis Sassou N'Guesso, devront mettre en place des mécanismes pour capitaliser les acquis de Luanda, en vue d'une résolution pacifique de la tension entre Kinshasa et Kigali, en posant les bases de la stabilisation de la sous-région des Grands lacs. Ils devront aussi échanger sur les questions liées à la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), que le Président Félix Tshisekedi dirige depuis le mois de janvier de cette année.

**Les miliciens de la Codeco s'engagent à déposer les armes.** Le groupe armé Coopérative pour le développement du Congo /URDPC a signé samedi 4 juin à Rethy dans le territoire de Djugu (Ituri), un acte d'engagement unilatéral de cessation des hostilités. Cet engagement intervient après des pourparlers avec les responsables de cette milice, menés par les leaders de la communauté Bhale, sous la facilitation de la Monusco. Durant quatre jours, des notables et autres leaders politiques ont défilé à la résidence où étaient logés les leaders de la Codeco au centre commercial de Kpandroma. L'association culturelle Lori, qui regroupe le peuple lendu, demande au gouvernement de saisir cette opportunité pour accompagner cette bonne foi des miliciens de la Codeco.

**Grâce présidentielle : 16 prisonniers quittent la prison centrale de Matadi, sous une forte tension.** Les prisonniers mécontents ont lancé des pierres en direction des autorités venues pour cette cérémonie. Le procureur de la République près le tribunal de grande instance venu exécuter la mesure de grâce présidentielle signée depuis le 30 mai dernier, a pris fuite. Cette tension a baissé, à la suite du renfort des policiers dépêchés par le conseil provincial de sécurité, saisi par le responsable de ce centre pénitentiaire.

**Le tribalisme constitue un obstacle au développement de la RDC, estime Thomas D'Aquin Muiti.** Le deuxième vice-président de la société civile en RDC, invite toute la population congolaise à ne pas céder à la diabolisation, en indexant certaines tribus d'être à la base d'une situation désastreuse, et en essayant de protéger d'autres communautés. Il a fait cette déclaration dans le contexte de l'attaque des terroristes du M23 au Nord-Kivu. Pendant cette période, la communauté Tutsi de cette province était accusée de connivence avec le M23.

**Le Roi Philippe et la Reine Mathilde en visite officielle à Kinshasa du 7 au 13 juin.** Le Roi Philippe et la Reine Mathilde devraient initialement arriver en RDC en juin 2020 pour la célébration des 60 ans de l'indépendance de la RDC. Le voyage avait été reporté à la suite de la pandémie de COVID-19. Deux ans plus tard, et sur invitation du Président Félix Tshisekedi, le couple royal était attendu à Kinshasa au mois de mars dernier, mais la situation de la guerre entre la Russie et l'Ukraine n'a pas permis aux souverains belges de d'effectuer le déplacement.

**Sud-Kivu : des poissons morts remontent à la surface du Lac Kivu, la pêche momentanément interdite.** Pour la population et les autorités locales, ce phénomène serait dû au gaz méthane. L'Administrateur du territoire de Kalehe, appelle la population à ne pas pêcher à cet endroit, moins encore de s'y rendre jusqu'à nouvel ordre. Pour avoir mené des recherches pendant des années sur le gaz méthane du Lac Kivu, Jean-Pierre Muongo, de la société de gaz et hydrocarbure du Kivu affirme qu'il n'y a pas de gaz méthane sur cet endroit et que la cause serait autre.

**L'IGF recommande au gouvernement d'interdire la cession des parts et droits de la Gécamines**, dans les contrats et partenariats en vigueur. Selon ce document le gouvernement devrait également prohiber les compensations des parts de la Gécamines, y compris des droits en apurement des contrats d'emprunt conclus avec les partenaires. L'Inspection général des finances (IGF) propose aussi d'interdire la signature des contrats de partenariat, d'amodiation, sur tous les gisements encore disponibles ou qui viendraient à être découverts, dans

les périmètres miniers appartenant à la Gécamines. En effet, l'IGF note de nombreux manquements dans les différents contrats signés entre l'entreprise minière congolaise et ses partenaires, notamment l'absence de traçabilité du paiement des pas de porte dans certains partenariats. Dans son rapport d'audit, l'IGF dénonce aussi le traitement disparate des partenariats, s'agissant du droit de la Gécamines à percevoir des royalties. Pour limiter les effets de la captation des revenus d'exploitation par les partenaires privés, il avait été introduit, lors de la révision des contrats miniers, le principe du paiement des royalties, sur le produit de la vente. « Toutefois, ces royalties n'ont été ni généralisées ni standardisées, dans leur mode de calcul ou leur taux, lequel allait de 1% à 2,5% », déplore l'IGF.

**Beni : la société civile satisfaite de la prolongation des opérations conjointes Fardc-UPDF,** lancées depuis six mois contre les rebelles ougandais des ADF au Nord-Kivu et en Ituri. « La société civile félicite le gouvernement congolais pour avoir prolongé la mutualisation des forces entre les Fardc et l'UPDF. Néanmoins, si nous évaluons les six derniers mois, il n'y a pas de changement par rapport à la protection des populations civiles dans le territoire de Beni et en Ituri », a déploré le président de la société civile de Mamove. Il a recommandé le lancement des opérations militaires de grande envergure pour sécuriser la population contre les attaques des ADF dans la région.

**Kinshasa : les locaux du CNSA scellés.** L'ONG Impunité Zéro dénonce une "pratique illégale" et appelle Mr Paul Mbumba, gérant de cet immeuble appartenant à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), prétendu membre de la famille biologique du président de la RDC et auteur de ce scellé, à rendre rapidement les clés des locaux de cette institution. Elle dénonce la profanation d'une institution publique de l'Etat et le trafic d'influence dont le concerné a usé « pour sceller les bureaux du Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA), logé dans un immeuble qui ne lui appartient pas. » Eexige la remise immédiate des clés du CNSA à ses administrateurs, « l'ouverture d'un dossier RMP, à charge de Mr Mbumba, en procédé de flagrance, au parquet légalement, territorialement et matériellement reconnu compétent pour juger un tel comportement. »

**Kinshasa : le Festival international de théâtre se clôture ce lundi.** A l'affiche, figure le spectacle « des barricades de pneus enflammés pour la dent de Lumumba ». Cette pièce a été écrite par un auteur haïtien Guy Regis Junior et mise en scène par l'artiste congolais Israël Tshipamba directeur et initiateur de ce festival, qui a démarré mercredi 1er juin. Des invités sont venus de deux rives du fleuve Congo, de la Cote d'Ivoire, de la Belgique, de la France, de l'Espagne et du Canada.

**Goma abrite ce lundi la réunion des chefs d'état-major généraux des armées de l'EAC.** « La réunion de Goma vise la concrétisation de l'une des résolutions adoptées lors du Conclave des Chefs d'Etat de l'EAC, le 21 avril dernier à Nairobi (Kenya). Celle résolution vise la mise en place d'une Force commune pour contenir, sinon combattre les forces négatives qui écumant l'Est de la RDC. »

**Nord-Kivu : le chef du groupement Issale-Bulambo inquiet du regain de la criminalité.** « Je demande à toutes les autorités militaires à intensifier la patrouille afin de traquer ces malfrats qui déstabilisent la sécurité dans le groupement Issale-Bulambo. A toute la population d'avoir la culture de dénonciation a temps de tous les cas suspects afin de permettre à l'arme d'intervenir rapidement », a poursuivi.

**Kisangani : commémoration du 22e anniversaire de la « guerre de 6 jours ».** Il s'agit du 22e anniversaire de ces affrontements qui avaient opposé en pleine ville de Kisangani les forces rwandaises et ougandaises, du 5 au 11 juin 2000. La guerre de six jours avait fait plus de 1200 morts, plus de 3000 blessés. Plus de 6. 000 obus étaient tombés sur la ville de Kisangani.

**Kongo-Central : sensibilisation des militaires sur la "Caisse d'épargne" au sein des Fardc.** Selon le commandant adjoint du Service d'éducation civique, patriotique et Actions sociales (SECAS) en charge de l'administration et de la logistique, cette coopérative, en guise d'une caisse d'épargne, sera alimentée par les cotisations des militaires. Elle apportera beaucoup d'avantages à ces derniers. Il a évoqué la prise en charge sociale des militaires pendant la période de la retraite en accordant la rente de survie et de prestation sociale. Conçu par le chef d'état-major général, cette coopérative, « va en outre permettre aux hommes en uniformes de bénéficier des crédits bancaires pour satisfaire leurs besoins comme, l'achat d'une maison ou d'autres biens. »

**Lundi 6 juin.**

**Tanganyika : la Monusco remet des matériels informatiques et de bureau à la Police nationale congolaise.** Jeudi 2 juin, le maire de de la ville de Kalemie, avait procédé, à la pose de la première pierre pour le début des travaux de construction du bâtiment administratif de l'Inspection provinciale de la Police nationale congolaise

(PNC) de la province du Tanganyika, au quartier Kichanga au Nord de la ville. Les travaux sont financés par la Monusco à hauteur 63 mille USD, dans le cadre d'un projet à impact rapide pour une durée d'exécution de deux mois. La Police de la Monusco a remis samedi 4 juin une dizaine d'équipements informatiques et d'autres accessoires à la Police nationale congolaise (PNC) du Tanganyika. Ce don s'inscrit dans le cadre du processus de retrait de la Mission onusienne dans cette province.

**Loi électorale : Jean-Pierre Bemba éligible, Joseph Kabila inéligible (André Mbata).** Les députés nationaux ont examiné et voté jeudi 2 juin la proposition de loi électorale, après débat. Plusieurs innovations ont été apportées, dont la distinction des inéligibilités définitives pour les crimes graves (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre) de celles temporaires pour les autres infractions. C'est le cas des personnes condamnées et qui ont purgé leurs peines. « Si quelqu'un a été condamné pour corruption en 1980, doit-il être inéligible à vie ? Dès qu'il a apuré sa peine, il redevient éligible. Dans cet ordre d'idées, Jean-Pierre Bemba et bien d'autres deviennent éligibles », a précisé André Mbata.

**Nord-Kivu : reprise des combats entre Fardc et M23 à Rutshuru,** tôt ce 6 juin. Selon le porte-parole des Fardc, l'armée a répondu à la provocation de l'ennemi qui a lancé les hostilités sur ses positions à Muhati. Il indique que l'armée maintient toujours ses positions de Muhati mais concentre ses efforts vers Runyonyi et Chanzu. Le M23 accuse les Fardc d'avoir lancé les offensives contre ses positions depuis 2 heures du matin.

**Conflits RDC-Rwanda : le fait de vouloir la paix n'est pas en soi une faiblesse, affirme Félix Tshisekedi.** «Aujourd'hui, il n'y a pas de doute, le Rwanda a soutenu le M23 pour venir agresser la RDC », a soutenu M. Tshisekedi, lors d'un point de presse organisé conjointement avec son homologue Denis Sassou. Il a ajouté que la résurgence de ce mouvement armé défais en 2013 avec confiscation de son arsenal militaire ne peut être que le fait du Rwanda dont le soutien n'est plus qu'un secret de Polichinelle. Félix Tshisekedi se dit « très affecté » par la situation sécuritaire alarmante qui prévaut dans l'Est de la RDC, avec notamment des affrontements entre les Fardc et les terroristes du M23 soutenu par le Rwanda. « Je réitère la volonté de la RDC de ne plus vivre en se regardant en chiens de faïence avec ses voisins », a martelé le Président Félix Tshisekedi tout en exprimant le vœu de voir le processus de paix de Nairobi aboutir. La dynamique enclenchée doit se poursuivre et cela se fera en dehors du M23 traité aujourd'hui au même titre que les forces négatives pour avoir relancé les hostilités.

**Ituri : 20 personnes tuées dans une attaque des ADF à Irumu.** Un groupe de rebelles des ADF venu de Madina et Butani, à 12 kms de la RN4 a pris d'assaut le centre d'Otombert en tirant des coups de feu. Parmi les victimes, il y a huit femmes et des enfants morts calcinés dans une trentaine de maisons incendiées par ces rebelles, révèlent l'ONG Convention pour le respect des droits humains (CRDH), ainsi que d'autres sources locales. L'ONG plaide pour le lancement de la deuxième phase des opérations militaires conjointes Fardc-UPDF pour éradiquer les ADF.

**Lomami : Mgr Sébastien Kenda, premier évêque ordonné du nouveau diocèse de Tshilomba.** Dans sa première adresse aux fidèles catholiques de son évêché, il dit fonder son engagement sur la bienveillance, la recherche des brebis perdues, ainsi que l'implication de tous les prêtres, les religieuses et les fidèles dans la marche synodale. Situé à environ 20 kms de Mwene-Ditu sur la RN1, le nouveau diocèse devient le 47e que compte la RDC. Il provient du démembrement du diocèse de Lwiza.

**EAC : mise en place d'une force commune pour combattre les forces négatives.** Les chefs d'état-major généraux des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) se réunissent lundi 6 juin à Goma (Nord-Kivu). Hormis le Rwanda, tous les autres responsables des armées de l'Est African Commuty vont prendre part à cette rencontre de haute portée stratégique.

**Nord-Kivu : les Fardc neutralisent 3 miliciens Maï à Visiki-Mutendero,** dans un accrochage qu'elles ont eu, ce 6 juin, avec ces assaillants. Le porte-parole des Fardc a assuré que la situation s'est vite rétablie dans cette partie du territoire de Beni, après ces affrontements ayant duré une trentaine de minutes.

**Arrivée du Pape en RDC : l'évêque du diocèse de Kindu plaide pour le retour des vols Kindu-Kinshasa.** Mgr François Abeli Muhoya, invite le gouvernement à organiser des vols Kindu-Kinshasa avec la compagnie d'aviation Congo Airways, en perspective de l'arrivée, en RDC du Pape François prévue pour le mois de juillet prochain.

**Sud Kivu : plus de 500 camions bloqués sur le tronçon Bukavu-Uvira,** à la hauteur du pont Chinda de Nyangezi qui s'est effondré, en territoire de Walungu. Le chef de la cité de Nyangezi, regrette que ces camions soient stationnés à un endroit où, il n'y a ni eau potable, ni installations hygiéniques pour contenir les chauffeurs. Certains conducteurs et convoyeurs ne savent où manger car, dit-il, les restaurants sont pleins de monde.

**Kisangani : une dizaine de préposés formés sur l'élaboration de la cartographie électorale.** Le deuxième vice-président de la Ceni, a expliqué que les participants vont récolter des données, devant faciliter la localisation des bureaux de vote. Outre la récolte des données opérationnelles, cet atelier entend améliorer l'accessibilité des votants aux centres d'inscription et aux centres de vote. « Nous avons constaté depuis le début du lancement des élections au pays, en 2006, que le taux de participation des électeurs ne fait que chuter. Nous avons quitté 65%, 45% et lors des élections passées nous sommes passés à 39% de taux de participation. Cela peut être dû par exemple à l'accessibilité qui posait problème ». Ce cadre de la centrale électorale a, en outre, confirmé la tenue des élections en 2023.

**Lubero : la CDT dénonce des irrégularités dans la paie des enseignants par la TMB.** Parmi les irrégularités dénoncées par la Confédération démocratique du travail (CDT), il y a la ponction d'au moins 4500 FC sur le salaire de chaque enseignant depuis le mois de mars dernier. Elle évoque également le retard de paie ainsi que l'insuffisance des sites de paie. Cette situation pousse souvent les enseignants à parcourir de longues distances en vue d'atteindre la TMB/Butembo. Il arrive même que ces derniers rentrent sans recevoir leur salaire, après y avoir consacré des jours de travail, poursuit notre source. A cela s'ajoute, le blocage de salaire d'un bon nombre d'enseignants ayant perdu leurs cartes d'électeurs et ceux dont les noms ont été mal orthographiés par le Service de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE) sur le listing de paie.

**Kongo-Central : poursuite de la grève des enseignants à Luozi.** Les enseignants ont totalisé sept jours de grève ce 6 juin. Comme au premier jour de ce mouvement, ce lundi, les grévistes, munis de tamtam et autres sifflets, ont manifesté bruyamment devant le bâtiment administratif du territoire. Ils réclament le retour de leur paie de d'ECOBANK à Equity-BCDC et le paiement de leurs salaires d'avril et mai de l'année en cours.

**Maniema : la population appelle à la réhabilitation de l'abattoir de Kalima.** Elle se plaint du fait que cet établissement manque de système de canalisation et d'équipements pouvant permettre l'égorgement des bêtes. Un des habitants de Kalima, explique que les animaux y sont abattus par terre et que les déchets internes sont éparpillés, favorisant des odeurs nauséabondes, cause de diverses maladies.

**Kasaï-Central : le président de l'assemblée provinciale destitué.** Au cours d'une plénière, 21 élus provinciaux ont voté pour le départ de Jérôme Muntu, sur les 24 présents dans la salle. Les signataires de la pétition l'ont accusé notamment d'un déficit et d'incompétence dans la gestion de l'assemblée provinciale. Jérôme Muntu, qui est l'AFDC, n'a fait que huit mois à la tête de l'assemblée provinciale.

**Oicha : 3% d'enfants non vaccinés contre la polio à cause de l'insécurité.** « Nous attendions 788.230 enfants, nous avons eu à vacciner 763.970 enfants soit 97 %. Après les analyses, surtout avec les zones de santé moins performantes dont la zone de santé de Butembo, il y a certains parents qui ont refusé de faire vacciner leurs enfants. Ils se cachaient derrière des mouvements (qui prônent l'authenticité) alors qu'il y avait d'autres parents de ces groupes qui avaient fait vacciner leurs enfants. Il est vrai qu'il y a des problèmes qu'on ne sait pas réparer à notre niveau comme le problème d'insécurité en zone de santé d'Oicha ».

**Mardi 7 juin.**

**13 000 ménages des déplacés vivent sans assistance à Kasindi.** « Pour le moment à Kasindi, cité frontalière avec l'Uganda, nous avons un afflux massif des déplacés de guerre qui nous viennent de tous les villages environnants, en commençant par Bulongo et aux alentours de Mutwanga Kabalwa et d'autres milieux comme Masambo jusqu'à Kizumbura. Aujourd'hui, nous pouvons avoir treize mille ménages qui sont là sans assistance depuis cinq mois. Depuis le mois de janvier », a indiqué le délégué du gouverneur à Kasindi. Il a évoqué d'autres déplacés malades qui sont dans des structures sanitaires sans aucun appui. Il demande au gouvernement et ses partenaires humanitaires de se pencher sur cette question, surtout que la cité de Kasindi fait face à la carence d'eau potable.

**Ituri : les habitants attendent du gouvernement la concrétisation de l'acte d'engagement de la Codeco.** Selon des sources de la Monusco, dix commandants des différentes factions de cette rébellion ont apposé leurs signatures au bas d'un document. Tous ont convenu de se présenter désormais sous le label unique de Codeco/URDPC (Union des Révolutionnaires du Peuple Congolais) avec un seul commandement, a précisé notable de la communauté Lendu. Les combattants de la Codeco/URDPC attendent présentement le lancement du programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation pour y intégrer leurs éléments. Pour les habitants, le gouvernement devra s'occuper « prioritairement » de ce dossier afin que cessent les hostilités et que la province de l'Ituri retrouve la paix. Ils craignent en effet que le manque de volonté politique puisse bloquer ce processus comme par le passé.

**Construire un Etat fort et créer de meilleures conditions de vie (Pr Ngoie Tshibambe).** A l'occasion de la visite du couple royal belge à Kinshasa, Germain Ngoie Tshibambe, professeur ordinaire à l'Université de Lubumbashi, et spécialiste des relations internationales, pense qu'en étant un Etat responsable, le Congo n'a pas besoin d'attendre avoir les bonnes relations avec la Belgique. « La balle est dans notre camp. Nous devons nous assumer, avoir les compétences, les capacités, le leadership, la volonté de construire un Etat fort qui puisse créer les conditions d'une meilleure vie dans ce territoire et là vont s'ouvrir de perspectives intéressantes avec la Belgique. Je voudrais considérer ce moment comme un moment où on peut se regarder dans le miroir. Si dans le passé, les relations diplomatiques n'étaient pas au beau fixe, c'est parce que du côté congolais, on ne tolérait pas que la Belgique s'ingère dans nos affaires intérieures, on ne tolérait pas que la Belgique nous donne des leçons», rappelle M. Germain Ngoie, professeur ordinaire à l'Université de Lubumbashi, et spécialiste des relations internationales.

**Ituri : bilan de l'attaque d'Otomaber passe de 20 à 27 civils tués.** Le bilan de l'incursion des rebelles ougandais des ADF dimanche 5 juin au centre d'Otomaber dans le territoire d'Irumu (Ituri) est revu à la hausse. Il passe de vingt à vingt-sept civils tués et plusieurs autres disparus.

**Tshopo : des jeunes appellent la RDC à rompre les relations diplomatiques avec le Rwanda.** « Nous exigeons au gouvernement congolais de rompre les relations diplomatiques avec le Rwanda, pays agresseur, de procéder urgemment aux réformes productives de notre armée et d'autres services de sécurité nationale », a indiqué le Coordonnateur provincial de la jeunesse d'Ensemble pour la République. Il faut extirper de l'armée « tous les infiltrés étrangers et les complices nationaux. » Il invite la communauté internationale à cesser « avec son hypocrisie et sa politique de deux poids deux mesures. Elle doit éviter d'appuyer, voire inciter le Rwanda à concrétiser sa politique expansionniste basée sur le pillage systématique ».

**Insécurité à Beni : la population invitée à collaborer avec les services de sécurité.** « La police attend de la population une meilleure collaboration. Qu'elle puisse nous communiquer des informations à temps et qu'elle fasse la surveillance dans le cadre de l'opération "Chunguza Jirani" ou surveille ton voisin, c'est surtout ça que nous voulons », a déclaré le commissaire supérieur principal de PNC de Beni. Il a également rappelé les unités de la police à la discipline et au respect des consignes.

**Nord-Kivu : les combats s'intensifient entre les Fardc et le M23 à Jomba.** Les deux forces s'affrontent sur l'axe Sabinyo, dans le groupement de Jomba, à plus de 70 kms de Goma, vers la frontière avec l'Ouganda. Le général Ekenge dénonce l'usage des canons à longue portée qui, selon lui, témoigne du soutien que le M23 bénéficierait de son allié naturel. Le général Ekenge regrette que, cette énième attaque rebelle intervienne malgré les appels lancés au M23 par les instances africaines et internationales.

**Ituri : 10 civils tués dans une attaque des présumés Codeco.** Des hommes armés identifiés aux assaillants de la Codeco se sont introduits vers 21 h dans le camp de pêche de Rhoe en tirant sur leurs victimes qui s'apprêtaient d'aller exercer leurs activités de pêche et en scandant des chants en langue locale. Ils ont par ailleurs blessé cinq autres personnes et détruit deux pirogues de pêcheurs, avant de se livrer au pillage de boutiques.

**Guerre dans l'Est de la RDC : des fonds collectés à Kinshasa en faveur de l'armée.** La collecte a été initiée à travers l'opération « un dollar américain » par la ministre du Portefeuille, lors d'un culte organisé en faveur des soldats congolais. Des membres du gouvernement, des militaires et différentes personnalités politiques et religieuses ont participé à cette opération pour encourager les Fardc.

**L'aide publique au développement de la Belgique à la RDC évaluée à 100 millions d'Euros,** pour cette année 2022. Cette aide fait de la RDC le premier pays partenaire de la coopération gouvernementale belge. Le programme de coopération belgo-congolais intervient principalement dans le domaine de l'Agriculture et développement durable, l'Éducation, Santé, Eau et d'autres Programmes tiers. Les accords de coopération militaire ont repris en 2019 après un gel en 2017. Cette année, 25 militaires belges ont été envoyés dans le camp de Lwama à Kindu (Maniema).

**Assemblée provinciale de Kinshasa : personnel et députés réclament trois mois d'arriérés de salaire.** Les agents et députés de l'assemblée provinciale de Kinshasa ont fait un sit-in, ce 6 juin, devant le bâtiment du ministère des finances à Kinshasa pour réclamer trois mois d'arriérés de leur salaire. Ces revendications concernent les mois de février, mars et mai 2022. Ils accusent le ministre des Finances, de faire preuve de mauvaise foi, car selon eux, les assemblées provinciales de toutes les provinces ont déjà été payées, à l'exception de celle de Kinshasa.



**Nord-Kivu : la société civile de Lubero alerte sur la présence des groupes armés à Byambwe.** Depuis une semaine, les combattants du groupe Mai-Mai de l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC) se sont installés dans un campement abandonné, quelques jours avant, par les Fardc à Byambwe. D'autres combattants Mai-Mai sont aperçus, circulant autour du village de Masingi. Cette situation crée la psychose au sein des habitants qui craignent d'éventuels accrochages entre ces différents groupes armés, affirme la société civile de Lubero.

**Kinshasa : le bureau scellé appartient à Joseph Olenghankoy et non au CNSA (Avocat).** « Le CNSA n'a aucun bureau sur l'avenue Lukusa parce que c'est M. Olenghankoy, cousin de M. Paul Mbumba, qui a bénéficié, à titre précaire, pour une durée limitativement convenue, d'un bureau qui lui servirait de bureau privé. Le CNSA a son siège au niveau de la salle de banquet du Palais du peuple (Lingwala). Alors, je ne vois pas comment M. Olenghankoy et ses services peuvent impunément imputer des propos diffamatoires à mon client, faisant état du fait qu'il les aurait (délogés) ou aurait scellé le siège du CNSA » a réagit l'avocat de Paul Mbumba. Il a par ailleurs invité l'Inspection général des finances (IGF) à « enquêter sur la véritable destination des fonds de fonctionnement de cette institution, qui revendique avoir ses bureaux officiels dans un appartement privé. C'est inadmissible de tels propos pour une institution qui se veut être une institution d'appui à la démocratie ! »

**Disparition d'un acteur politique congolais habitant Gisenyi (Rwanda).** L'ancien coordonnateur provincial/Nord-Kivu de la plateforme politique Union sacrée reste introuvable, depuis vendredi 3 juin. Il s'agit du Dr Patrick Bala, qui habite Gisenyi, au Rwanda. «Après les investigations, on a compris que notre ami, le Dr. Patrick Bala, a été kidnappé. Il se trouve à Kigali, injoignable, séquestré ».

**Sud-Kivu : 85 décès de rougeole enregistrés,** sur plus de sept mille cas de rougeole répertoriés depuis le début de l'année 2022 au Sud-Kivu. 28 zones de santé sur les 34 que compte la province sont frappées par l'épidémie de rougeole chez les enfants. Le chargé de la communication de la division provinciale de la santé affirme également que les dispositions sont prises pour la prise en charge gratuite des enfants atteints de la rougeole.

**Kinshasa : arrivée du couple royal belge.** L'avion du couple royal belge a atterri à l'aéroport de N'djili à Kinshasa aux environs de 15h. Le roi Philippe et la reine Matilde ont été accueillis au pied de l'avion par le président Félix-Antoine Tshisekedi et son épouse Denise Nyakeru. Plusieurs personnalités ont fait le déplacement de l'aéroport de N'djili.

**Les chefs des armés de l'EAC pour un déploiement "urgent" d'une force régionale en RDC.** Ils ont levé cette option à l'issue d'une rencontre de deux jours qui s'est clôturée ce mardi 7 juin à Goma. Cette force, après approbation des Chefs d'Etats des 7 pays membres, devrait contribuer à la restauration de la paix et de la sécurité dans la région. Après avoir évalué la situation sécuritaire actuelle dans l'Est de la RDC, ces chefs des armés se sont convenus de modalités du déploiement urgent d'une force régionale en RDC.

**Examen loi électorale au Sénat, le FCC claque la porte.** Dans une déclaration faite mardi 7 juin au Palais du Peuple, les sénateurs du Front Commun pour le Congo (FCC) ont annoncé la suspension de leur participation à toutes les activités liées à l'examen de la proposition de loi du G13 portant modification de la loi électorale en seconde lecture. Ils accusent l'Union sacrée au pouvoir d'effectuer un passage en force pour amener le pays à des élections non transparentes ni consensuelles. Les sénateurs de l'Union sacrée parlent d'une accusation gratuite et décident d'envoyer sans débat général la loi en commission pour un examen approfondi. L'examen de ce même texte à la chambre basse du Parlement avait été aussi boycotté par le FCC.

**RDC-Ouganda : les opérateurs économiques s'engagent à renforcer leur coopération.** La ministre ougandaise du Commerce, Industrie et Coopératives, estime que "Ce que nous souhaitons tous, c'est de voir la RDC et l'Ouganda faire des affaires ensemble ; du fait que nous sommes un même peuple. Seuls les lacs ou les frontières établis par les étrangers nous divisent. Mais nous sommes une même famille. Les seuls problèmes que nous avons évoqués comme défis, ce sont notamment les routes et la sécurité".

**Election du gouverneur au Nord-Ubangi : 6 candidats en lice.** Selon le calendrier de la Ceni, la campagne électorale, auprès des députés provinciaux, se tiendra du 8 au 10 juillet. Le premier tour du vote est prévu le mardi 12 juillet prochain.

**Mercredi 8 juin.**

**Réactions des leaders socio-politiques à la visite du roi Philippe de la Belgique.** Le roi des Belges apporte aux Congolais deux messages importants, selon le président de l'Assemblée nationale : « Le premier message,

c'est enterrer une page d'histoire douloureuse entre le RDC et le Royaume de Belgique. Deuxièmement, ouvrir une nouvelle page de coopération dynamique et privilégiée ». Pour sa part, le secrétaire général de la Cenco, parle du pardon par rapport à ce qui n'a pas marché. Il a par ailleurs dit attendre de la Belgique l'engagement d'accompagner la RDC à aller de l'avant : « Jusqu'à là, bien qu'indépendants, il faut reconnaître que nous avons de la peine à décoller, je crois qu'ensemble avec eux, on peut faire beaucoup de choses pour l'intérêt de ce pays ». Le porte-parole du gouvernement, considère la visite du couple royal belge comme une opportunité de « réécrire l'histoire de la plus belle manière entre la RDC et la Belgique ».

**Ituri : baisse de 80% du taux de criminalité à Bunia, depuis janvier dernier.** La population attribue cette embellie sécuritaire à l'instauration de l'Etat de siège et à la réfection de plusieurs artères de la ville par la Monusco. L'état de ces routes y facilite ainsi les patrouilles mixtes Fardc et Police nationale congolaise. La Monusco a également installé plus de 300 panneaux pour l'éclairage public sur certains axes routiers de Bunia.

**Beni : début de la campagne de recouvrement forcé de l'assurance automobile.** A travers cette opération, cette entreprise de l'Etat bénéficie de l'appui de la police du groupe mobile d'intervention et la police de circulation routière. Le constat est que depuis le lancement de cette campagne de contrôle, la circulation des véhicules est réduite dans les principales artères de la ville de Beni. Les véhicules en circulation sont ceux de la police nationale, de l'armée, des ONG, rarement ceux des particuliers qui ne sont pas en ordre. Plusieurs véhicules ayant tenté de circuler sans documents d'assurance ont été saisis par les agents de la police.

**Maniema : plus d'un million de moustiquaires à distribuer à la population.** « Nous voulons à travers cette distribution que la population puisse se protéger contre la malaria ». Une façon pour la Division provinciale de la santé du Maniema de baisser le nombre de décès dus au paludisme. Cette campagne de distribution des moustiquaires a un impact sur le plan économique et celui de développement. « Une population en bonne santé va produire et va se développer » a-t-il renchérit.

**Agenda chargé du couple royal Belge ce mercredi à Kinshasa.** Le couple royal Belge a visité, l'avant-midi de ce 8 mai, le Musée national, en compagnie du couple présidentiel Congolais. Le roi Philippe et la reine Mathilde ont également visité le mémorial des anciens combattants. En marge de cette visite, les ministres congolais et belge des Affaires étrangères ont signé des accords de restitution des œuvres d'art par la Belgique à son ancienne colonie.

**Kinshasa : le caporal Albert Kunyuku décoré par le Roi Philippe de la Belgique.** Dernier ex-combattant congolais de la seconde guerre mondiale, le caporal Albert Kunyuku, âgé de 100 ans, avait toujours réclamé ce couronnement de la part de l'ex-puissance coloniale (Belgique), qui n'avait jamais primé les soldats congolais qui avaient combattu lors de la guerre mondiale. Le caporal Albert Kunyuku avait été enrôlé de force à 18 ans. En 1943, il figurait parmi les éléments de la force publique envoyés pendant la 2eme guerre mondiale à Alger, puis en Birmanie, sous les ordres du général britannique Montgomery pour combattre le Japon, la Chine et la Corée.

**Le Roi belge Philippe réaffirme ses « plus profonds regrets » pour les exactions de la colonisation.** Lors de son discours lu à l'esplanade du Palais du Peuple de Kinshasa, le Roi belge Philippe a réaffirmé : « Le régime colonial, comme tel, était basé sur l'exploitation et la domination. Ce régime était celui d'une relation inégale, en soi injustifiable, marqué par le paternalisme, les discriminations et le racisme », a reconnu le souverain belge, soixante-deux ans après l'accession de la RDC à son indépendance. Au sujet de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le Roi belge Philippe a dénoncé cette instabilité ; soulignant qu'elle doit plus durer. Selon lui, le Congo peut compter sur le soutien de la Belgique dans la guerre qui l'oppose aux groupes armés. « **Aujourd'hui, nos peuples ont besoin plus de se rapprocher que de se regarder en chiens de faïence** », a déclaré le Président Congolais, Felix Tshisekedi lors de la conférence de presse qu'il a tenue conjointement avec le Premier ministre belge, Alexander De Croo, ce 8 juin au Palais de la Nation à Kinshasa. « Nos discussions n'ont pas servi à s'appesantir sur le passé, nous voulons regarder l'avenir. Le passé est à la fois glorieux et triste, on le dira, mais le but ici c'est de construire quelque chose de nouveau et surtout de définitif, qui soit constructif pour nos deux pays ». Et l'avenir pour le Président congolais, c'est notamment, la lutte contre les changements climatiques et les défis qu'ils imposent aux nations du monde. « **Il y a des regrets par rapport à des parties douloureuses de notre histoire** » (Alexander de Croo). Il a fait cette affirmation à Kinshasa au sortir d'une rencontre avec son homologue congolais Jean-Michel Sama Lukonde. La Belgique veut également être un partenaire privilégié de la RDC dans la préservation des forêts. Le Premier ministre belge a par ailleurs reconnu le potentiel que regorge la RDC. « Il y a énormément d'acteurs économiques belges qui sont intéressés à investir et qui naturellement veulent avoir plus des précisions par rapport au climat d'affaires et au climat fiscal », a-t-il ajouté

**Butembo : la société civile invite les autorités à sensibiliser les communautés sur l'unité.** Le président de la société civile dit lancer cet appel, après avoir constaté la montée des discours de haine sur les réseaux sociaux, à travers cette ville. Il redoute que cette situation impacte négativement sur la cohabitation des communautés.

C'est pourquoi il préconise la tenue d'ateliers de formation et d'éducation de différentes couches de la population.

**Nord-Kivu : accalmie entre Fardc et M23 sur la ligne de front à Jomba.** Des sources sur place rapportent que toute la journée de mardi 7 juin, des affrontements ont opposé les Fardc à ce groupe rebelle sur les collines de Chanzu et Runyonyi, à plus 70 km de Goma. L'armée nationale conserve toujours sa position de Muhati, malgré l'attaque hier mardi du M23 et ses alliés de RDF sur cette position. Des sources concordantes affirment que le M23 garde aussi ses positions de Chanzu et Runyonyi, malgré les bombardements des forces loyalistes.

**Nord-Kivu : la cheffe de la Monusco salue les messages de paix des communautés.** « C'était un message de cœur, conciliateur d'appel à l'apaisement, à la cohésion, à la paix que nous soutenons bien évidemment », a déclaré Mme Laila Bourhil. La mission onusienne déplore la circulation, depuis quelques semaines, des messages de xénophobie et de haine au sein de la population et certaines communautés disent être menacées. Pour Laila Bourhil, le message de paix de ces chefs de communauté marque un pas vers le rétablissement de la paix et dans la lutte contre les discours haineux dans ce coin du pays.

**La Monusco condamne l'attaque de ses positions par le M23,** à Shanghi, dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. Trois casques bleus ont été blessés et évacués à Goma. La Monusco dit rester engagée dans les combats aux côtés des Fardc contre le M23.

**Nord-Kivu : le Pape François apporte un message de paix (Monseigneur Willy Ngumbi).** « Il vient nous rappeler que Dieu est notre Père à nous tous donc entre nous, il ne doit pas y avoir des discriminations. Il vient nous rappeler le respect de la dignité de chaque personne humaine, l'amour fraternel. Et c'est cette grâce là que nous avons à recevoir » a précisé l'évêque de Goma. Au-delà de la messe sur le site de Kibaya, à Kibumba, le pape François va échanger avec les victimes des violences armées de Beni et Rutshuru ainsi que les sinistrés de l'éruption du volcan Nyiragongo, du 22 mai 2021. Les préparatifs pour ce grand événement évoluent très bien.

**Contentieux sur l'élection du gouverneur du Mai-Ndombe : le verdict de la cour d'appel attendu dans une semaine.** La cour d'appel de Mai-Ndombe a pris en délibéré mardi 7 juin l'affaire qui opposait Rita Bola, candidate proclamée gouverneur de la province du Mai-Ndombe en date du 6 mai dernier, au sénateur Frédéric Mwanfwa, candidat malheureux. Ce dernier conteste le résultat. Après que chaque partie a présenté ses moyens de défense, l'affaire a été prise en délibéré par la cour d'appel, ont indiqué des sources proches de cette instance.

**Mongala : marche de soutien aux Fardc à Lisala.** La manifestation s'est étendue sur 2 kms dans la ville, à l'initiative de l'ASBL "Espace Inter Mongalais" (EIM) qui a condamné l'agression, les tueries et le pillage des ressources de la RDC par le M23, comme mouvement terroriste, soutenu par le Rwanda. C'est pourquoi, l'EIM a appelé l'UA à condamner ouvertement ce pays comme agresseur. L'ASBL a aussi invité l'ONU à voter une résolution permettant l'installation d'un tribunal international capable de juger et condamner notamment les auteurs des crimes contre l'humanité commis sur le sol congolais et renseignés dans le rapport Mapping.

**Nord-Kivu : les groupes armés désormais traités comme des terroristes par l'armée.** « Tous les groupes Maï-Maï actifs dans la région de Beni et Lubero sont désormais considérés comme des terroristes et seront traités comme les ADF s'ils ne déposent pas les armes », ont annoncé les Fardc ce 8 juin après la multiplication par ces groupes armés des attaques contre les civils et les positions de l'armée.

#### **Jeudi 9 juin.**

**Visite du roi Philippe au Congo : des politiciens congolais attendent du roi belge la concrétisation de ses promesses.** Au cours de son allocution, le roi Philippe a réaffirmé au peuple congolais l'affection et l'amitié de la Belgique envers la RDC. Il a soutenu la préservation de l'intégrité territoriale de la RDC, en rappelant le combat de Lumumba pour l'unité de ce pays. « L'insécurité dans l'Est de la RDC ne peut plus perdurer », a souligné le roi Philippe. Le Premier vice-président de l'Assemblée nationale, estime qu'il s'agit là d'une promesse faite au peuple congolais. Pour lui, le peuple congolais « espère que la Belgique va le soutenir notamment dans la lutte contre la pauvreté, contre le sous-développement. Et aussi, dans ce type de conflit-notre pays est victime d'une agression armée, notre pays voudrait que la Belgique s'investisse réellement pour que la paix reviennent dans la partie Est». Même son de cloche de la députée nationale Marie-Ange Lukiana : « Nous avons suivi le message du Roi. Il a dit que la RDC est le partenaire le plus privilégié pour la Belgique en Afrique. Nous pensons que cela va renforcer la concrétisation de cette vision-là. En tout cas, nous avons senti que le roi était sincère et ce n'était pas seulement une action de diplomatie ; mais que réellement, il croit au bien fait du partenariat ». « Au-delà du discours, il sera très utile et apprécié d'engager l'armée belge aux côtés des

FARDC pour combattre l'armée rwandaise déguisée en rebelles terroristes du M23 », a souligné le candidat malheureux à la présidentielle 2018, Noel Tshiani. Pour sa part, le coordonnateur de la Dynamique pour une sortie de Crise (Dysoc), Jean-Pierre Lisanga demande à Bruxelles une réparation sur la mort de Patrice-Emery Lumumba, Premier ministre de la RDC.

**Le ministre de la Santé encourage la poursuite de coopération scientifique entre Bruxelles et Kinshasa.** Le ministre congolais de la Santé, se réjouit que la RDC soit retenue parmi les principaux pays qui luttent contre les épidémies à travers le monde : « Nous sommes une niche écologique de différentes épidémies dans le monde avec plusieurs épidémies actuellement : la maladie à virus Ebola, la COVID-19, la rougeole, le cholera... Et l'Institut national de la recherche biomédicale (INRB) contribue énormément à l'avancée de la science au niveau mondial ». L'INRB fonctionne grâce aux financements extérieurs dont celui de la Belgique. De son côté, le Directeur général de l'INRB, estime que la dépendance de son institution aux financements étrangers est une faiblesse pour le gouvernement congolais. Ce jeudi après-midi, le couple royal et le couple présidentiel ont, en outre, visité l'Académie de Beaux-Arts, où s'est tenue une table ronde autour des femmes congolaises.

**Lubumbashi se prépare à accueillir le couple royal belge.** Certains sites où se rendra le couple royal sont aménagés notamment l'Université de Lubumbashi (UNILU) et l'école belge. Il se rendra également au village Katanga, situé à plus de 90 km de Lubumbashi, où se trouve une forêt communautaire, financée par la Belgique.

**Maniema : début de la campagne de distribution gratuite des moustiquaires.** Cette opération d'une semaine vise environ 600 000 ménages, soit environ 6 millions de personnes. Le délégué du ministère national de la Santé, explique que cette opération entend éradiquer le paludisme d'ici 2030. Il reconnaît que l'utilisation de la moustiquaire imprégnée d'insecticide reste le seul moyen efficace dans la lutte contre le paludisme.

**Ituri : 1 mort et 4 blessés dans un accrochage entre des jeunes et la police à Ariwara.** Ce drame est survenu pendant que des policiers tentaient de rétablir l'ordre, après une tension entre l'église catholique et les autochtones de ce coin qui se disputent la gestion d'une concession de près de 500 hectares, affirme un notable du coin. Pour l'instant, la paroisse catholique et le couvent des sœurs sont quasiment vides. L'hôpital de la place a été saccagé. Cette situation a poussé des malades à quitter précipitamment leurs lits alors d'autres ont été transférés ailleurs. Depuis samedi dernier, une équipe du service technique de l'Etat est en train de démolir des maisons et d'autres infrastructures sur ce site querellé. Il exécute une décision de justice militaire qui confirme que la concession litigieuse a été acquise légalement par l'église catholique. Jugement rejeté par la population, vivant sur cet espace.

**Nord-Kivu : 7 déplacés tués dans le camp de Kashuga.** Des sources locales attribuent cet acte aux miliciens Nyatura Bazungu et NDC-Rénové qui rodent aux alentours de ce camp de déplacés. Ces hommes armés auraient fait du porte-à-porte et ont tiré sur leurs victimes sans aucune forme de procès. Le camp de Kashuga existe depuis 2008 et héberge plus 1 700 ménages, venus de trois chefferies de Masisi, en proie à l'activisme des groupes armés.

**Uvira : reprise des activités, après des manifestations des jeunes.** Ils manifestaient contre des policiers ayant abattu deux de leurs amis. « Deux policiers ont été arrêtés. Un a tué du côté de Kalimabenge et a passé la nuit en prison. L'autre, qui a tué à Mulongwe a pris fuite quand on le convoyait, alors c'est le major qui le convoyait qui va porter la responsabilité » a expliqué le maire-adjoint de la ville d'Uvira. Pour cette autorité administrative, ces incidents ont été commis par des policiers incontrôlés en provenance de Minembwe. L'auditorat militaire devrait quant à lui, ouvrir un procès de procédure en flagrance contre les policiers incriminés.

**Insécurité à Beni : 9 personnes tuées à l'espace d'un mois à Bashu.** Le Conseil local de la jeunesse de Beni attribue cette insécurité à l'activisme des groupes armés qui écument cette partie du Nord-Kivu. Au cours de la même période, il dit avoir documenté 4 attaques armées contre des positions des FARDC, l'incendie des maisons ainsi que des biens emportés par ces assaillants. Ces jeunes invitent par ailleurs la population à collaborer avec les forces de sécurité et exhortent les miliciens à adhérer au processus de paix à travers le PDDRC-S.

**Butembo : des chefs de quartiers et bourgmestres sensibilisés contre le Monkeypox.** Cette activité a bénéficié de l'appui de la police de la Monusco. Ces autorités politico-administratives devront, à leur tour, informer leurs administrés sur les mesures préventives de cette épidémie. La variole du singe (Monkeypox) est une maladie infectieuse émergente causée par un virus transmis par des animaux infectés, le plus souvent des rongeurs. Elle se transmet à l'homme par contact avec une personne, un animal ou un objet porteur du virus.

**Haut-Katanga : recrudescence de l'insécurité à Kasumbalesa.** Le président de la société civile urbaine indique les paisibles citoyens sont victimes des attaques des bandits qui violent, volent et extorquent les biens. Il a fait savoir que certains habitants de Kasumbalesa ont fui ce climat d'insécurité en Zambie voisin.



**Goma : sit-in des femmes contre le soutien du Rwanda au M23.** Le mouvement « Rien Sans les Femmes » a organisé, le 8 juin, un sit-in devant le bureau du Mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL, à Goma (Nord-Kivu). A travers cette manifestation, ces femmes ont voulu exprimer "leur mécontentement au soutien du Rwanda aux rebelles du M23", au Nord-Kivu.

**Sud-Kivu : interdiction des voyages nocturnes sur le lac Kivu.** Le ministre provincial des Transports du Sud-Kivu, explique que c'est une mesure préventive pour éviter d'éventuels cas de naufrages nocturnes sur ce lac et il indique profiter de cette période de trêve pour placer des balises sur le lac Kivu. Cette mesure ne réjouit pas les armateurs, réunis au sein de l'Association des armateurs du lac Kivu. Ils redoutent que cette mesure provoque la carence de certains produits de première nécessité sur les marchés de Goma et Bukavu.

**Djugu : 200 déplacés tués en 9 mois par la milice Codeco (HCR).** Selon le HCR/Ituri, le dernier cas est celui du site de Lodha près de Fataki, où quinze personnes déplacées, dont dix enfants, ont été lâchement abattues en avril dernier par ces inciviques. « Ce qu'on fait aujourd'hui, c'est qu'on est dans un processus de plaider pour une sécurisation forte de ces sites de déplacés. L'une des actions qu'on fait déjà, c'est de travailler avec le gouvernement provincial », a indiqué le chef de bureau du HCR. Un autre défi est celui de multiples besoins humanitaires qui nécessitent des interventions d'urgence. L'Ituri compte à ce jour près de 2 millions de déplacés.

**Nord-Kivu : les nouvelles attaques du M23 ont "gravement affecté les fidèles"** et les infrastructures des églises chrétiennes de la Communauté baptiste au centre de l'Afrique (CBCA). Selon leur porte-parole, un appel à la mobilisation des fidèles a été lancé. Il vise à soutenir l'armée et le gouvernement congolais pendant ce moment sensible, où ils font face aux attaques des groupes armés tant nationaux d'étrangers.

**Kasai : 10 morts après un éboulement dans une mine près de Tshikapa.** La cause de cet accident est la surcharge du sol qui est sablonné, indiquent des sources locales. Le ministre provincial des Mines, déplore le non-respect des consignes par les exploitants artisanaux de diamant. Ces derniers, ont continué à creuser, alors qu'il a été interdit de travailler sur cette mine de diamant.

**Butembo : plaider pour la réhabilitation des écoles détruites par la pluie.** Selon la nouvelle société civile locale, plus d'un mois après cet incident, les élèves étudient sous les arbres ou en plein air et sont exposés aux intempéries. Le directeur de l'EP Mbutia, a affirmé qu'à cause de cette situation, au moins 35 % d'élèves de ces écoles venaient d'abandonner les études.

**La migration des Mbororo exerce une forte pression sur les ressources naturelles.** « Nous avons conduit une étude de 2019 à 2022 sur le Nexus : Climat, Eau, migration, conflits armés dans les forêts du Bassin du Congo. Et cette migration des Mbororo vers les forêts du Bassin du Congo fait aussi avec une grande pression sur les ressources naturelles des forêts du Bassin du Congo, notamment les ressources en eau », rapporte le directeur du Centre des recherches des ressources en eau du Bassin du Congo (CREEBac) Il explique qu'on « amène plus de dix mille têtes de bétails sur les forêts du Bassin du Congo en un jour. Les bêtes vont consommer de l'eau et tout ça. Ce sont des impacts vraiment manifestent sur les forêts du Bassin du Congo qui ont des implications sur la vie des communautés locales. » Il est temps de voir comment la science peut trouver des solutions aux problèmes « afin de pouvoir accompagner la prise des décisions, les stratégies de gestion durable de nos ressources en eau ».

**Vendredi 10 juin.**

**L'ONG "Impunity Watch" appelle au vote d'une loi protégeant les témoins des crimes graves.** L'organisation de défense des droits humains "Impunity Watch" a appelé, le Parlement congolais à adopter une loi sur la protection des victimes et témoins des crimes des masses. « La population victime estime qu'il y a urgence à commencer à parler. On ne saura pas construire le pays, lorsqu'il y a des crimes qui ont été commis et qui restent impunis. La finalité d'avoir présenté cette recherche au niveau de Kinshasa, c'est pour sensibiliser le gouvernement d'appuyer les efforts des Barza intercommunautaire ». Son secrétaire rapporteur au Nord-Kivu, signale qu'« il y a des victimes qui n'ont pas de moyens pour pouvoir saisir la justice formelle. Elles se tournent vers les Barza, qui pratiquement ne leur demandent pas de frais ». En revanche, les victimes attendent réparation, mais surtout condamnation des auteurs. Cette initiative est soutenue par le ministère des Droits humains.

**Kinshasa : échange ce jeudi entre le couple royal belge et des femmes congolaises.** Le couple royal belge et le couple présidentiel congolais ont échangé, ce 9 juin, avec des femmes congolaises, à Kinshasa. Cette rencontre a planché sur le genre, la parité, la participation politique et l'autonomisation de la femme congolaise,



l'entreprenariat, les VBG et la santé sexuelle et reproductive. La question de la réforme de la loi électorale a également été évoquée au cours de cette rencontre. Des femmes ayant pris part à cette réunion ont également salué le progrès de l'égalité des genres dans la formation de l'actuel gouvernement. **Le couple royal belge séjourne depuis ce vendredi à Lubumbashi.** Le roi Philippe de Belgique et la reine Mathilde à l'aéroport international de Loano à Lubumbashi, le 10 juin. Le roi Philippe et la reine Mathilde vont échanger, le même jour, avec les étudiants de l'Université de Lubumbashi (UNILU). Cette institution universitaire compte plus de 30 000 étudiants, répartis dans une dizaine de facultés. La Belgique à travers ses universités continue de collaborer avec l'UNILU. C'est ainsi que certains professeurs visiteurs belges y viennent dispenser les enseignements en polytechnique, en agronomie, en architecture et autres. D'autres membres des corps scientifiques et académiques vont également en Belgique pour effectuer des recherches et des recyclages. A la faveur de la coopération avec la Belgique 178 professeurs de l'UNILU ont déjà soutenu leurs thèses. L'Université de Lubumbashi (UNILU) avait été construite, en 1955, par le gouvernement belge sous le nom de « l'Université officielle du Congo-Rwanda-Urundi ». Elle avait accueilli ses premiers étudiants en 1956 avant de devenir, en 1960, l'Université d'Etat d'Elisabethville.

**Le gouvernement octroie une subvention de 10 millions USD à la SONAHYDRO.** Le secrétaire général à l'économie, a fait savoir que ces fonds du gouvernement devront permettre à la Société nationale des hydrocarbures du Congo de décoller : Il a annoncé l'intention du gouvernement de renouveler les stocks des entreprises Cobil et Sep Congo. L'Etat paie, dans un délai record de pertes et manque à gagner aux pétroliers congolais.

**Kwilu : le maire de Bandundu invite la population à assainir la ville.** « Nous constatons que les gens commencent à jeter les immondices dans des caniveaux, sur les artères principales. J'ai fait appel aux pasteurs pour leur demander de sensibiliser leurs fidèles », a expliqué le maire de Bandundu. Il fustige que plusieurs parcelles soient dépourvues de trous à ordures. Pour lui, un bon assainissement du milieu prévient des maladies.

**Beni : des jeunes d'une communauté évangélique sensibilisent pour la paix.** Pendant sept jours, ils sensibilisent les civils et les agents de l'ordre sur les possibilités de restaurer la paix dans cette contrée. Le président de ce groupe des jeunes croit également qu'en se confiant à Dieu, la paix est encore possible dans le territoire de Beni. Le lancement de cette activité intervient au moment où, le Conseil des jeunes a notifié 9 morts, 2 blessés et une trentaine de portés disparus, à l'espace d'un mois, dans le territoire de Beni.

**Beni : plus 40 officiers de la PNC en formation sur la protection des scènes de crimes.** Cet atelier apprend aux participants la manière de protéger les scènes des crimes en vue de faciliter des éventuelles enquêtes. « On doit bien gérer les scènes des crimes qui doivent permettre aux experts de mener les enquêtes pour qu'il y ait la vérité. Pour qu'on sache qui a fait quoi et qui a été dans quoi et comment cela s'est passé chez nous ».

**Kinshasa : 2 entreprises signent des contrats d'aménagement de la Zone économique de Maluku.** Le ministre de l'Industrie a indiqué que le gouvernement avait débloqué 20 millions USD pour réaliser les travaux de génie civil et de génie électrique dans cette zone. « A la fin de ces années 2022-2023, nous pensons avoir les premières productions de la zone économique spéciale de Maluku », a assuré le ministre de l'Industrie. Il a précisé que China Guangdong et Ray Group vont se déployer dans les 48 heures qui suivent la signature de leurs contrats.

**Nord-Kivu : reprise de la formation sur la cartographie électorale à Masisi.** Après deux jours d'interruption, la Ceni a repris, ce 10 juin, sa formation sur la cartographie électorale, à Masisi. Selon des sources de la centrale électorale, cet arrêt serait dû aux malentendus suscités à la suite d'une tension ethnique. 67 personnes prennent part à cet atelier. « Il est cependant prévu, ce week-end, un test d'évaluation finale, à l'issue de laquelle, seuls 52 devraient être retenus pour la formation des opérateurs de saisie dans ce territoire », a précisé ce cadre de la Ceni.

**À la demande des médecins, le Pape François reporte son voyage en Afrique (Vatican News).** « Acceptant la demande des médecins, et afin de ne pas annuler les résultats des thérapies du genou encore en cours, le Saint-Père se voit contraint, à regret, de reporter le voyage apostolique en RDC et au Sud-Soudan prévu du 2 au 7 juillet, à une nouvelle date à définir ». Le gouvernement congolais souhaite au Pape un prompt rétablissement.

**Kisangani : la résidence d'un professeur d'université perquisitionnée par les Fardc.** Selon des sources sécuritaires, cette habitation hébergerait des militaires rwandais et ce professeur collaborerait avec des rebelles ADF. L'incriminé rejette ces allégations et dit être poursuivi « peut-être à cause de ses prises de position lors d'une conférence animée en marge du 22e anniversaire de la guerre de six jours ». D'après la société civile, après la perquisition rien n'a été trouvé et le professeur Alphonse Maindo est libre. **Fabrice Puela** « très

**préoccupé » par la perquisition de la résidence du Pr Alphonse Maindo à Kisangani.** « Comme ministre des Droits humains, je suis très préoccupé par ce qui vit le Pr Alphonse Maindo de Kisangani et sa famille en ce moment. L'Etat de droit proclamé au 1er article de la Constitution et pour lequel le Chef de L'Etat se bat, devrait être une affaire de nous tous », a-t-il écrit sur son compte Twitter. Malgré sa libération, Denis Mukwege, prix Nobel de la paix s'est dit « extrêmement inquiet » par le déploiement de l'armée autour de la résidence du Pr Maindo, défenseur des droits humains à Kisangani. « ... Le militantisme n'est pas un crime en démocratie. Sa sécurité doit être assurée ainsi que sa liberté d'aller et venir ».

**Kananga : début de construction du bâtiment d'une mutuelle financière.** Pour la présidente du conseil d'administration de la Mutuelle financière pour les femmes africaines (MUFFA) cette structure entend faciliter l'accès des femmes aux crédits, en vue de développer leurs économies. Après Kananga, le ministre des Finances a inauguré un bâtiment de la MUFFA, nouvellement construit, à Mbuji-Mayi, chef-lieu du Kasai-Oriental.

**Assemblée nationale : les députés ont voté la loi autorisant la ratification du traité pour l'établissement de l'EAC.** « Le Congo est le seul pays au monde qui a 9 voisins. Et, nous sommes libres pour la défense de notre pays dans toutes les organisations. L'état qui nous agresse, nous lui pointerons le doigt », a argué Christophe Mbozo. Il a ainsi répondu aux députés qui voulaient bloquer l'adhésion de la RDC à l'EAC, à cause de "l'agression rwandaise". Pour Christophe Mbozo, la RDC doit entrer dans les organisations sous-régionales et internationales pour qu'elle régle définitivement la question de la sécurité et de la paix. Le même jeudi, les élus nationaux ont également voté les projets de loi sur l'accord général de coopération entre la RDC et l'Arabie-Saoudite et celui de coopération technique et économique entre le Qatar et la RDC.

**Ituri : l'activisme de la Codeco entrave l'accès aux soins de santé à Kilo.** Selon le médecin chef de cette zone, Dr Justin Lodja, seules 4 aires de santé fonctionnent sur les 10 que compte son entité. Une situation qu'il attribue aux exactions du groupe armé Codeco. La plupart de structures sanitaires ont fermé alors que d'autres ont été pillées ou incendiées par ces assaillants. Il cite entre autres, les centres de santé de Kabakaba, Buhengwe, Buzenzele, Kilo Mission et Bakonde.

**Nord Kivu : 20 maraichères bénéficient de kits agricoles à Nyirangongo.** Ce don s'inscrit dans le cadre du projet CVR, dénommé : « Appui à la réinsertion aux métiers des 60 femmes et jeunes filles mères survivantes des violences à Sake et Nyirangongo ». Ces intrants sont constitués des semences de pomme de terre, des houes, des pulvérisateurs, des râpeaux, des bottes, des salopettes et autres. Cette initiative entend renforcer la résilience de ces femmes, en leur apprenant des métiers générateurs des revenus afin de faciliter leur insertion socio-économique.

**Nord-Kivu : de violents combats signalés à Bigega entre les Fardc et le M23,** à environ 7 kms de Bunagana, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Les crépitements d'armes lourdes et légères dans la zone ont provoqué une panique d'une bonne frange de la population qui s'est nouvellement réfugiée vers l'Ouganda.

**Neuf responsables des prisons formés sur l'évaluation et la classification des détenus.** « Avant, on ne savait pas comment classifier les détenus. Les condamnés on doit les séparer à part, ceux qui sont condamnés à la longue peine aussi à part, les prévenus à part, les filles à part, les hommes aussi à part », a expliqué la surveillante à la prison de Bunia, Espérance Torac. Cette formation a été organisée par la section Unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco. Elle a eu lieu du 7 au 9 juin 2022.

**Nord-Kivu : des acteurs de la société civile vivent sous menace des miliciens à Lubero.** « Les acteurs de la société civile, forces vives et nouvelle société civile congolaise ainsi que les activistes des droits de l'homme à Byambwe, à Kambau, mais aussi dans d'autres agglomérations du secteur de Bapere et chefferie de Baswaa sont en danger. Ils vivent sous menace quotidienne des miliciens Maï-Maï actifs dans la région », a indiqué l'un d'entre eux qui a requis l'anonymat. Il demande ainsi à toutes les autorités compétentes de s'impliquer pour la protection de ces personnes et la pacification de la région.

**Uvira : les déplacés de Bwegera appellent le gouvernement à assurer leur sécurité.** « La situation aujourd'hui est calme. Nous sommes bien protégés. Nous vivons en terme et en cohésion avec la population locale. Mais nous avons du mal à trouver de la nourriture et à nous faire soigner. Nous avons maintenant besoin de regagner nos villages », a déclaré Lazare Migabo, lors d'un atelier d'évaluation organisée par la Monusco sur la situation des déplacés internes de Bwegera.

**Nord-Kivu : une dizaine de morts en 2 jours à Masisi.** Sept personnes ont été tuées lors de l'attaque armée perpétrée jeudi, par des hommes armés non identifiés contre le site des déplacés à Kashuga/ Kijagagati. Un

policier a été assassiné à Kikoma vendredi 10 juin par des bandits armés inconnus dans le groupement Nyamaboko 2, en secteur de Katoyi. Une autre personne a été décapitée à la machette par des hommes armés, dans le village de Bishange-Luzirandaka, dans le même secteur de Katoyi, en groupement Mupfuni Shanga.

**Samedi 11 juin.**

**Roi Philippe : La jeunesse, la vraie richesse pour le développement de la RDC.** La vraie richesse du Congo, ce sont les jeunes, avec leur détermination et leur enthousiasme, a déclaré le 10 juin le Roi Philippe de la Belgique. Lors de son adresse aux jeunes à travers les étudiants du Haut-Katanga, le souverain belge a affirmé que la RDC a besoin du savoir-faire des jeunes pour son développement. Le Roi Philippe a demandé aux étudiants congolais de ne pas baisser les bras, malgré les difficultés. Selon lui, une mine peut être épuisée, mais le talent et la volonté de la jeunesse, sa soif de savoir sont, par contre, inépuisables. En séjour dans la province du Haut-Katanga, il devra se rendre samedi 11 juin au village Katanga, dans le secteur de la Lufira, situé à plus de 90 kilomètres de Lubumbashi dans le territoire de Kambove.

**La Haute Cour militaire refuse d'accorder la liberté provisoire à François Beya.** Une nouvelle requête de mise en liberté a été introduite par la défense, lors de l'audience publique à la prison centrale de Makala/Kinshasa. Selon la défense, l'ancien conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité est un civil. En même temps, ses coaccusés qui ne sont pas de généraux ne peuvent pas tous être jugés par la Haute Cour. Les avocats s'appuient sur les articles 246 et 247 du Code judiciaire militaire ainsi que sur l'article 156 de la Constitution pour évoquer cette exception d'incompétence de la Cour. Aussi, relève-t-elle, François Beya a été détenu pendant 60 jours à l'ANR en violation des droits de la défense et au-delà du délai légal de 48 heures chez les officiers de police judiciaire (OPJ). La Cour devra donc se déclarer non saisie et libérer tous les prévenus qui sont d'ailleurs malades.

**L'Allemagne appelle les voisins de la RDC à respecter l'intégrité du territoire congolais.** Berlin dit attendre les résultats des investigations du Mécanisme conjoint de vérification élargie de la CIRGL, au sujet du soutien présumé de la rébellion du M23 par le Rwanda, pour avoir des preuves de ce qui s'est réellement passé de part et d'autre. En attendant ces résultats, l'ambassadeur allemand en RDC exhorte toutes les parties prenantes à s'abstenir de toute escalade et de tout appel à la violence. Par ailleurs, il a annoncé l'arrivée, dès la semaine prochaine, d'une mission de l'Union européenne à Kinshasa. L'objectif de cette mission, selon le diplomate allemand, est de venir amorcer des discussions aussi bien avec les autorités gouvernementales qu'avec les acteurs de la société civile congolaise en vue de jeter les bases d'une nouvelle approche de la résolution de la crise de l'Est de la RDC.

**Bandundu : controverse sur la taxe d'étalage au marché central de Mampuya.** Pour certaines vendeuses trouvées au marché central de Mampuya situé dans la commune de Disasi à Bandundu, payer 500 FC pour la taxe des étalages communément appelée « ticket », c'est trop demander. L'une d'elles sollicite le maintien de cette taxe à 200 FC comme d'habitude. A la suite de cette augmentation de la taxe, une vendeuse des légumes dit avoir fui le marché et préfère vendre en ambulatoire. Le maire de Bandundu, a réfuté toute majoration de cette taxe et met en garde toute personne qui tenterait d'exiger 500 FC aux vendeurs pour la taxe des étalages au marché.

**Les Pygmées saluent le vote par le Sénat de la loi sur les peuples autochtones.** Le Sénat a adopté vendredi 10 juin la proposition de loi portant promotion et protection des droits des peuples autochtones Pygmées en RDC. La Dynamique des peuples autochtones note cependant la mise à l'écart de la disposition sur la création de nouveaux groupements dans des zones où les peuples pygmées sont majoritaires. La question concernant la création de nouveaux groupements en faveur des peuples autochtones pygmées « est déjà réglée par un autre texte voté depuis 2011. Si nous n'avions pas pu obtenir l'adoption de la disposition qui prévoit la création de nouveaux groupements dans des zones où les peuples autochtones pygmées sont majoritaires, il est évident que nous aurons d'autres occasions de pouvoir faire valoir ses droits à travers notre texte déjà adopté et en vigueur ».

**Ituri : au moins 3 morts après attaques de la Codeco/URDPC dans plusieurs villages.** Des sources concordantes avancent le bilan d'au moins trois morts, plusieurs personnes blessées avec des habitations incendiées. A certains endroits, des militaires des Fardc sont intervenus pour limiter les dégâts, renseignent les mêmes sources. Le groupe armé Coopérative pour le développement du Congo/URDPC avait pourtant signé le 4 juin à Rethy (Djugu), un acte d'engagement unilatéral de cessation des hostilités.

**Deux enfants tués dans un bombardement à Rutshuru : la RDC accuse le M23 et le Rwanda.** Les Fardc ont été surprises par cinq bombes tirées le 10 janvier soir, de la colline de Muhabura, au Rwanda. Ces bombes, qui

sont tombées respectivement dans la zone tampon de Katale, à Birhuma ont causé la mort de deux enfants et blessé un autre. Une école a été complètement endommagée non loin de Bigega, près de Bunagana. **Les Fardc affirment toutefois avoir mis hors d'état de nuire les assaillants.** De son côté, le M23 accuse l'armée régulière d'être à la base de la mort de ces deux enfants car, ayant positionné ses canons en pleine cité de Bunagana, selon un communiqué des rebelles rendu public vendredi soir. Pour leur part, les Forces de la défense rwandaises (RDF) indiquent, que les Fardc ont tiré deux roquettes à partir de Bunagana et qui sont tombées dans la cellule de Nyabigoma, dans le secteur de Kinigi, district de Musanze au Rwanda à la frontière avec la RDC.

**Sud-Kivu : le gouvernement interdit la commercialisation de la viande en provenance du Rwanda et du Burundi.** Cette mesure est prise après que Bujumbura a officiellement annoncé que ses bovins sont frappés par l'épidémie de la fièvre de la vallée du rift. « C'est une maladie qui ne peut pas se transmettre entre hommes et hommes, elle se transmet entre homme et animal et vice-versa. Comme c'est une maladie causée par un virus, il n'y a pas de traitements, il faut juste prévenir », a affirmé le vétérinaire Vincent Muhigirwa.

**Kwilu : un premier cas confirmé de la maladie à Monkeypox à Masimanimba.** « La province a enregistré jusque-là 7 cas de Monkeypox dont un cas confirmé dans la zone de santé de Masimanimba, et six cas suspects répartis de la manière suivante : la zone de santé de Gungu avec un cas suspect. Mwanza avec un cas suspect, Kikongo un cas suspect et Mokala avec trois cas suspects », a détaillé le ministre provincial de la Santé du Kwilu. Les malades sont placés en isolement et sont bien pris en charge, a assuré le ministre.

**La ville de Bukavu s'apprête à accueillir le Roi Philippe.** Lors de leur séjour, le Roi Philippe et la Reine Mathilde devront rencontrer le prix Nobel de la paix, Dr Denis Mukwege et vont visiter l'hôpital Panzu. Pour faciliter la mobilité du cortège des souverains belges, le maire Meschak Bilubi, interdit la circulation des engins motorisés sur certains axes de sa municipalité. Il a aussi indiqué que les marchés qui se situent sur ces ne seront pas fonctionnels. Ces mesures ne concernent pas les routes qui ne font pas partie de l'itinéraire du couple royal.

**Maniema : hausse du prix de carburant dans les stations-services.** Le prix du litre de carburant est passé depuis quelques jours de 4 000 FC ou 4500 à 5 000 FC (2,5 USD) dans les stations-services de Kindu, dans la province du Maniema. La même situation est aussi observée auprès des revendeurs communément appelés « Kadhafi ». A la suite de cette augmentation du prix de carburant, le prix du transport en commun a doublé.

#### Dimanche 12 juin.

**Assemblée nationale : le projet de loi portant répression de la traite des personnes jugé recevable.** Présenté et défendu par le ministre des Droits humains, ce texte remplace le décret portant prévention et répression de la traite des personnes vieux de 82 ans. Il a indiqué que cette loi trouve son soubassement dans l'alinéa 1 et 2 de l'article 16 de la constitution qui stipule que : « Nul ne peut être tenu en esclavage ni dans une condition analogue et nul ne peut être soumis à un traitement cruel, inhumain ou dégradant ou encore être astreint à un travail forcé ou obligatoire ». Avec cette loi, ajoute le ministre des Droits humains, le code pénal congolais devra être révisé et les aspects sur la traite des personnes devront y être intégrés.

**Bukavu : plaidoyer pour la réhabilitation de l'ancien athénée royal d'Ibanda.** Ce plaidoyer est fait à la veille de la visite du couple royal belge, ce dimanche, au chef-lieu du Sud Kivu. L'athénée d'Ibanda est construit par le roi des Belges quelques années avant l'indépendance pour les enfants des fonctionnaires de l'Etat de la ville de Bukavu. « C'était la plus grande école officielle au Sud du Sahara, mais aujourd'hui abandonnée et délaissée. J'aurais bien souhaité que le roi Philippe visite l'athénée royal de Bukavu. C'est devenu une poubelle, il n'y a plus de toilettes, les salles de classes sans pupitres ». Cette école fait partie de prestiges légués par l'administration coloniale belge. L'athénée royal a été construit vers les années 1945-1950.

**Uvira : la Monusco remet des bâtiments réhabilités aux Fardc.** La mission onusienne a financé les travaux de construction de ces infrastructures à environ 50 000 USD. A l'extérieur de ces bâtiments, il y a une clôture construite avec de treillage métallique au-dessus. Alors qu'à l'intérieur de cette clôture, un nouveau bâtiment est construit avec trois pièces, à côté de l'ancienne bâtisse entièrement réhabilitée. Les bureaux du commandement de Sokolo 2 sont équipés et dotés d'une connexion internet et wifi.

**Beni : les rebelles ADF relâchent 7 personnes, après 4 mois d'otage.** La société civile d'Eringeti indique que ces personnes ont été aussitôt admises à centre de santé compte tenu de leur mauvais état de santé. Pendant leur période de captivité, ces ex-otages disent avoir été chargé de transporter de butins que ces rebelles emportaient dans différentes attaques. En mars dernier, 12 personnes avaient été tuées dans la localité d'Eringeti.



**Sud-Kivu : l'arrivée du couple royal belge à Bukavu.** Sur le tarmac, le couple royal a été accueilli par le Premier ministre, les ministres de la Santé, celui du Budget, de la Communication et médias et le gouverneur du Sud-Kivu. Le roi visite l'hôpital général de Panzi qui héberge des femmes victimes des violences sexuelles. Le séjour du couple royal à Bukavu se clôture ce même dimanche par la visite de l'Institut international de l'agriculture tropicale, au site de Kalambo. Le couple royal Belge a quitté Bukavu dimanche soir pour se rendre à Lubumbashi, avant de retourner en Belgique. **Bukavu : environ 68 000 survivantes des violences sexuelles soignées en 23 ans à l'hôpital de Panzi.** La chargée de la répliation de la prise en charge holistique, Dr Rukunghu Neema, explique les deux autres piliers de l'Hôpital de Panzi : « Sur le plan socio-économique, actuellement nous comptons 252 mutuelles de solidarité. Nous avons à peu près 811 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Sur le plan juridique nous avons actuellement 24 cliniques juridiques à travers le pays et la création même des groupes pour la masculinité positive ». Outre ses missions de soins classiques, cette institution de santé est réputée pour la chirurgie reconstructive pratiquée par le Dr Denis Mukwege, mais aussi pour son modèle de guérison pour les survivantes des violences sexuelles. « One stop center », c'est le modèle de Panzi, centré sur tous les besoins des victimes. « Au niveau médical, on estimait qu'on avait fait tout ce que devait faire. C'est après que l'on s'est rendu compte que c'était un problème psychologique avec toute la somatisation. La plupart des survivants qui arrivaient disaient qu'on avait tout pillé chez eux. Mais même le problème psychologique pour y répondre à 100 %, on devait régler la question de la réinsertion socio-économique. Après la réinsertion des premières victimes, il y a eu les anciennes qui rentraient et nous disaient je connais en fait la personne qui m'a fait ça. Donc le besoin de justice se fait ressentir ». **Attaque du M23 : la Belgique encourage les Congolais à défendre l'intégrité de leur territoire.** Selon la ministre belge à la Coopération et développement, qui a pris la parole au nom du roi Philippe, cette nouvelle guerre [les Fardc s'affrontent avec les terroristes du M23] rajoute des morts, des déplacés et les victimes de viols. Dans son mot, elle a indiqué que la Belgique réaffirme son engagement à soutenir la RDC dans la lutte contre l'impunité de multiples crimes commis surtout dans la partie Est du pays. Cette promesse a été faite à la demande du prix Nobel de la paix 2018, Dr Denis Mukwege. Il a aussi demandé au couple royal belge d'activer la justice transitionnelle pour mettre fin aux différents crimes commis en RDC et qui sont jusqu'à ce jour restés impunis. Le prix Nobel de la paix a fait savoir que les auteurs de ces crimes sont, soit des Congolais, soit des étrangers.

**Kwilu : 5 cas de traites de personnes recensés depuis janvier.** C'est dans ce cadre que la coordination provinciale de l'Observatoire congolais contre la traite des êtres humains (OCTEH) a organisé le 10 juin à Bandundu-ville une journée de réflexion sur ce fléau. Cette rencontre a planché sur les notions de la traite et trafic des migrants, sa qualification ainsi que leurs éléments constitutifs. « Nous avons essayé d'expliquer le cadre légal congolais et l'état de lieu de cette législation et ensemble avec les participants, on a identifié les causes et les conséquences de ce phénomène qui est méconnu ici dans la ville de Bandundu. Dernièrement on a commencé à identifier certains cas qui sont traduits en justice », a déclaré Baudouin Kipaka. Il encourage les participants à identifier les victimes et les auteurs afin qu'ils répondent de leurs actes devant les cours et tribunaux.

**Journée de l'environnement, des centaines d'arbres plantés à Goma.** Le gouvernement provincial du Nord-Kivu a organisé une caravane motorisée en vue de sensibiliser la population sur l'importance de la protection de l'environnement. Cette année, cette journée mondiale a été placée sous le thème « Sauvons la biodiversité, ensemble préservons la nature, une seule terre ».

**Lubero : des enfants sensibilisés sur leurs droits et sur le vivre ensemble.** Le président du parlement d'enfants du territoire de Lubero (Nord-Kivu) explique : « Nous avons voulu passer un temps avec des enfants déplacés, des orphelins et même des pygmées, pour leur montrer qu'ils doivent vivre ensemble sans discrimination. Il y a eu même une représentation des enfants qui vivent en famille auprès de leurs parents ». « C'est une rencontre qui en fait a permis à ces enfants de se reconsidérer comme membre de la société, au même titre que d'autres enfants qui vivent en famille auprès de leurs parents », a souligné un encadreur des enfants de l'orphelinat Malaika.

**Uvira : un policier écope de 10 ans de servitude pénale pour meurtre.** L'inculpé, Il est poursuivi pour avoir abattu un civil et blessé six autres, mardi dernier lors d'une échauffourée, à Kalimabenge, en territoire d'Uvira. Le premier substitut de l'auditeur militaire, a expliqué que le condamné a bénéficié des circonstances atténuantes : « Il est dans la police nationale depuis 2010, âge de 55 ans. Il n'a aucune formation de policier. Il n'a jamais appris à tirer. C'est ainsi qu'il n'a pas pu faire la différence entre un tir dangereux et un tir non dangereux. Et malheureusement dans ce cas d'espèce, il a tiré dans la foule, causant ainsi la mort d'un homme et blessé six autres personnes ».



**Nord-Kivu : la localité de Bunagana toujours sous contrôle de l'armée.** Des combats opposent, depuis tôt ce 12 juin, les Fardc aux terroristes du M23, en plein centre de Bunagana. Des sources sur place rapportent que ces rebelles en provenance des collines de Chanzu et Runyoni ont attaqué les positions des Fardc, à Bunagana. Les Fardc les pourchassent pour l'instant dans les champs des sorghos où ils se sont retranchés. L'ennemi ne respecte pas le droit international humanitaire en lançant des bombes en plein Bunagana. Le lieutenant-colonel Njike révèle que l'armée reçoit l'appui de son partenaire, la Monusco contre le M23.

**Un passeport diplomatique à Patrice Emery Lumumba « pour un retour vers la terre de ses ancêtres ».** L'ancien Premier ministre, feu Patrice Emery Lumumba a symboliquement obtenu son passeport diplomatique congolais lors d'une cérémonie organisée le 11 juin à Kinshasa. Pour le ministre des Affaires étrangères, cette pièce d'identité remise à titre posthume était attendue depuis 61 ans. Elle permet à ce père de l'indépendance congolais « d'effectuer son dernier voyage de retour vers la terre de ses ancêtres ». C'est le premier des fils Lumumba, François Lumumba qui a reçu des mains de M. Lutundula le passeport diplomatique de son défunt père. Cette cérémonie marque ainsi le processus du rapatriement des restes du corps de Patrice Emery Lumumba qui doivent en principe arriver à Kinshasa le 21 juin courant. Ce qui permettra ainsi aux Congolais de faire le deuil attendu du héros national depuis plusieurs décennies. Le rapatriement des reliques du feu Patrice Emery Lumumba était un engagement du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Selon lui, le processus est déjà en marche avec des cérémonies qui auront lieu en Belgique avec l'étape finale en RDC où Patrice Emery Lumumba reposera dans un mausolée dont les travaux de construction se poursuivent à l'échangeur de Limete.

**La fin des travaux de la centrale hydroélectrique de Kakobola attendue avant fin avril 2023.** Selon le compte-rendu du Conseil des ministres, le gouvernement de l'Inde a décidé notamment de construire des lignes et réseaux de distribution de la centrale de Kakobola dans la province du Kwilu. Félix Tshisekedi a ainsi demandé au ministre des Finances à débloquer les fonds nécessaires correspondant à la contrepartie de la RDC à ce projet et à examiner, avec tous ses services, les possibilités d'accorder toutes les facilités nécessaires au contractant indien.

**Le Pape François nomme deux nouveaux évêques à Tshumbe et Kisantu.** Le Pape François a nommé le 11 juin Mgr Jean-Crispin Kimbeni Ki Kanda comme nouvel évêque du diocèse de Kisantu dans le Kongo-Central et Mgr Vincent Tshomba Shamba au diocèse de Tshumbe dans le Sankuru.

**Beni : quatre civils tués dans une attaque des ADF à Mayimoya.** Cette attaque a occasionné le déplacement massif de population vers des zones sécurisées, alors que la situation sécuritaire reste précaire à Mayimoya. La société civile ajoute que la circulation sur l'axe routier Oicha Eringeti a tourné au ralenti à cause de cette situation. Elle demande à l'armée de renforcer ses effectifs dans cette partie du Nord-Kivu, étant donné que l'ennemi rode à Eringeti, Kokola et Mayimoya, trois grandes agglomérations du groupement Bambuba Kisiki.

**Le Pape François demande pardon à la RDC et au Soudan du Sud pour le report de son voyage,** lors de l'angélus de dimanche 12 juin. « Acceptant la demande des médecins, et afin de ne pas annuler les résultats des thérapies du genou encore en cours, le Saint-Père se voit contraint, à regret, de reporter le voyage apostolique en RDC et au Sud-Soudan prévu du 2 au 7 juillet, à une nouvelle date à définir », avait fait savoir le directeur du Bureau de presse du Vatican, Matteo Bruni.

**Lundi 13 juin.**

**Nord-Kivu : accalmie après des affrontements entre Fardc-M23 à Jomba et Bunagana.** Selon des sources locales dans le territoire de Rutshuru, les Fardc gardent toujours le contrôle de Bunagana et d'autres positions qu'elles contrôlaient avant les attaques de l'ennemie, samedi et dimanche. A la suite de ces combats, au moins 80% des habitants de Jomba et Bunagana se seraient déplacés. Les uns en Ouganda, les autres vers Kabindi, dans des familles d'accueil, écoles ou églises. Les mêmes sources parlent d'au moins 5 personnes tuées dans les combats. La Monusco dans la région dit avoir mis en alerte leurs bases mobiles sur l'axe Bunagana-Burahi.

**Nord-Kivu : Bunagana est passé sous contrôle du M23.** Les Fardc se seraient retirées ce matin sans combat de Bunagana, cité frontalière de l'Ouganda, rapportent des sources locales et militaires. Elles ajoutent que les forces loyalistes ont traversé en Ouganda avec tout leur armement. Cette situation selon certaines sources a accru la panique des populations qui ont fui la cité. Ce même 13 juin, d'autres combats ont été signalés autour de 8 h. vers Bikenge, entre les groupements Jomba et Kisigari. Par ailleurs, une concentration des combattants présumés du M23 est signalée dans le territoire de Nyiragongo, vers la frontière avec le Rwanda. **L'UA préoccupée par "la détérioration" de la situation sécuritaire entre le Rwanda et la RDC.** Le président de la Commission de l'UA appelle à la "cessation immédiate de toutes formes de violences par tout groupe armé et de toute activité

militaire présentant une quelconque menace pour l'un ou l'autre de la République du Rwanda et de la RDC." Il encourage les deux pays-frères à résoudre tout différend par le dialogue et la concertation fraternelle offerts par les mécanismes régionaux, "notamment ceux entrepris par le président de la République d'Angola, et président de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL), ainsi que le processus de Nairobi."

**Nord-Kivu : le prix du transport à moto a doublé à Butembo.** Le prix de la course de motos est passé, de 500 à 1000 FC. Une situation que les taximen motos attribuent à la hausse du prix de carburant à la pompe. Les conducteurs des transports en commun, desservant les axes routier Butembo-Goma, et Butembo-Beni- Bunia envisagent aussi de revoir le prix du billet à la hausse, à cause de la même situation. Le litre se vend actuellement à 3200 FC à la pompe alors qu'un arrêté du ministère de l'Économie, du 21 janvier dernier, l'a fixé 2 495 FC.

**Beni : hausse des prix des denrées alimentaires à Oïcha depuis 3 semaines.** Les prix des vivres ont carrément doublé sur le marché : «Un régime de banane qui se vendait à 6000 FC, il est passé à 12 000 voire 15 000 FC. Une mesurette de haricot se vend à 800 FC alors qu'elle était vendue à 400 FC ». L'autorité administrative attribue cette envolée des prix à l'insécurité qui prévaut sur les axes routiers de desserte agricole dont dépend fortement la commune d'Oïcha. La situation se complique davantage pour les déplacés qui vivent dans cette commune. Il plaide pour une aide humanitaire en faveur des déplacés qui sont dans des familles d'accueil.

**Kwilu : 200 cas de rougeole notifiés dans la province, la vaccination démarre ce lundi.** « La province a enregistré au total plus de 200 cas de rougeole dont 7 cas confirmés dans la zone de santé de Bulungu et 6 cas confirmés dans la zone de santé de Vanga. Bulungu a enregistré 152 cas tandis que la zone de santé de Vanga en a enregistré au total 52 », rapporte le ministre provincial de la santé. Il demande aux parents de profiter de la campagne de vaccination contre la rougeole, débutée ce lundi, pour protéger leurs enfants contre cette maladie.

**Affaire Bukanga Lonzo : début du procès devant la Cour de cassation.** A l'audience de ce lundi, deux coaccusés de Matata à savoir : Patrice Kitebi, ancien DG du FPI et Grobler Christo, gérant de la société Africom ont comparu physiquement devant la barre. La composition a décidé de renvoyer la cause au 11 juillet prochain, après avoir constaté l'absence du sénateur qui, selon ses avocats, n'a pas été atteint par l'organe de la loi. Un des avocats de Matata Ponyo, Me Laurent Onyemba assure que son client n'est pas en fuite, mais, il estime qu'il y a eu vice de procédure au moment où la Cour constitutionnelle s'est déclarée incompétente à traiter ce dossier.

**Kongo-Central : la rareté des produits agricoles crée la surenchère sur le marché à Matadi.** Le président des vendeurs du marché attribue cette rareté au mauvais état des routes de desserte agricole. Il demande au gouvernement de réhabiliter ces routes dans le cadre du programme de développement de 145 territoires.

**Ituri : l'UPDF et les Fardc bombardent le nouveau bastion des ADF à Irumu.** Ces pilonnages s'inscrivent dans le cadre de la troisième phase des opérations conjointes UPDF-FARDC contre ces rebelles. L'objectif est de déloger ces ADF de leur nouveau bastion, où ils tentent de se réorganiser pour planifier des attaques contre la population à l'ouest de la RN 4. Cela après que ces rebelles ont été délogés par l'armée du site de Mont-Hoyo. Le président de la société civile de Walese, encourage l'UPDF et les Fardc à poursuivre ces opérations pour faciliter le retour des milliers de déplacés dans leurs villages.

**Maniema : la SAKIMA alerte sur des constructions illégales sous la ligne haute tension à Punia.** A l'issue de sa mission d'inspection sur ces deux sites, le Directeur général de SAKIMA, a affirmé que des maisons d'habitations ainsi que le plus grand marché de Punia sont érigés sous la ligne électrique haute tension. Il indexe les autorités locales quant à cette situation et les invite par ailleurs à prendre leurs responsabilités.

**ENAFEP : parents et éducateurs du Maniema appelés à préparer psychologiquement les enfants.** Selon l'inspecteur principal de la province éducationnelle Maniema 1 : « il faut veiller à ce qu'on ne traumatise pas les élèves durant la passation de l'examen nationale de fin d'études primaires qui se déroulera du 23 au 24 juin prochain, qui du reste, ne doivent pas payer un seul rond pour y prendre part ».

**Daniel Aselo et Chérubin Okende attendus au Sénat ce mardi.** Les ministres de l'Intérieur, Daniel Aselo, et des Transports, Voies de communication et Désenclavement, Chérubin Okende, sont attendus mardi 14 juin au Sénat. Ils devront répondre aux différentes questions orales avec débat leur adressées par les sénateurs lors du débat général de la dernière plénière.

**Lubero : le conflit entre les habitants et l'ONG CACUDEKI handicape la vaccination antipolio.** Le centre de santé Bulinda a été construit en 1992 par l'ONG Centre d'animation pour la culture et le développement de Kirumba (CACUDEKI) avec l'appui du gouvernement et la participation de la communauté locale. La structure

sanitaire dessert plus de 17 000 habitants de l'aire de santé de Bulinda. Le conflit avec la communauté locale aurait débuté en décembre 2021 quand le responsable de l'ONG est réapparu pour revendiquer la propriété du centre de santé. Les habitants se sont opposés à cette initiative, expliquant que le projet était soutenu par le gouvernement et devait servir toute la communauté comme un service public. Mais depuis, les treize infirmiers ont été soit contraints de démissionner soit révoqués par l'ONG qui les avait embauchés. Le dernier infirmier est parti en mai dernier. Conséquence : cette situation pose un problème notamment en ce moment où les enfants doivent recevoir leur vaccin contre la poliomyélite, a fait savoir le président de la société civile de Kirumba.

**Lutte contre les violences sexuelles : Sama Lukonde préconise une coordination bilatérale Belgique-RDC.** Le Premier ministre a fait cette proposition à l'issue de la visite du couple royal belge à l'hôpital général de Panzi, à Bukavu où, les femmes victimes des viols sont prises en charge par Dr Denis Mukwege. Le chef du gouvernement congolais a salué le travail abattu, en faveur des femmes, par ce médecin congolais prix Nobel de paix.

**Nord Kivu: 9 personnes déplacées décèdent à cause de la malnutrition à Butembo.** « Au cours de ce mois de juin, nous venons de perdre 9 personnes. Il y a ceux qui sont morts par malnutrition et d'autres par anémie. La mairie nous aide seulement pour la prise en charge des funérailles de certains cas. A propos de la prise en charge médicale, il n'y a que deux communes de la ville dont des hôpitaux soignent gratuitement les déplacés », rapporte la présidente du comité des déplacés de Butembo. Elle note, une assistance financière de l'ONG AVS, à environ deux cents déplacés. La ville de Butembo compte actuellement 7816 déplacés, selon la société civile.

**Kinshasa : l'ONG DYNAFFUS collecte des fonds et des biens pour les familles des militaires.** Cette collecte, qui a commencé au niveau du Palais du peuple sur le boulevard Triomphal, s'étendra jusqu'au 16 de ce mois, puis à travers différents carrefours de la ville-province de Kinshasa. Elle vise à collecter un dollar ou plus par personne, ainsi que différents biens en nature. « Les Fardc au front, nous dans leurs familles » est le thème de cette action que l'association « Dynamique des femmes fortes de l'Union sacrée » compte poursuivre dans les provinces. **Le député Olive Mudkerezwa appelle au soutien aux Fardc.** « Nous encourageons et nous soutenons notre armée, les Fardc à défendre notre nation, surtout dans ce qui se passe dans l'Est du pays » a souligné cet élu de la circonscription de Walungu (Sud-Kivu), Il demande également à la population congolaise d'apporter leurs contributions en termes des vivres et non-vivres aux Fardc.

**Sans produits cosmétiques, les albinos victimes de rayons solaires à l'Equateur.** A l'occasion de la célébration de la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme, le 13 juin à Mbandaka, les albinos de l'Equateur ont déploré la discrimination sociale et l'absence d'une « pharmacie pour albinos » afin de combattre les maladies de la peau créées par les rayons solaires. Au cours de cette cérémonie, tous les orateurs ont été unanimes. Il faut des efforts supplémentaires de sensibilisation à l'albinisme, car la plupart des albinos dans la ville affirment être souvent l'objet de mépris. L'ONG Regroupement des Humanitaires pour la Protection des Albinos et de l'Environnement, initiatrice de la manifestation, encadre environ deux cents albinos répertoriés dans la ville.

**Le Sénat vote la loi électorale en des termes différents de l'Assemblée nationale.** Le Sénat a voté ce lundi 13 juin la proposition de loi électorale du G13 en des termes différents de ceux l'Assemblée nationale. Une commission mixte paritaire des deux chambres du Parlement sera mise en place dès ce mardi pour harmoniser les vues. Les innovations apportées par le Sénat touchent plus généralement à la transparence des opérations de vote, au mode de vote, à la représentativité de la femme et à la certification des résultats.

**FARDC-UPDF : la troisième phase doit aboutir à la neutralisation des ADF en Ituri (ONG CRDH).** Dans un communiqué de presse ce lundi à Bunia, l'ONG Convention pour le respect des droits humains (CRDH)/antenne d'Irumu, demande aux deux forces de poursuivre les rebelles des ADF sans relâche jusqu'à leurs derniers retranchements et invite ainsi toute la population à soutenir les forces conjointes en dénonçant l'ennemi.

**Mardi 14 juin.**

**Plus de 25 000 personnes contraintes de fuir les violents combats entre l'armée et le M23.** Dans son dernier rapport de situation humanitaire, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), indique que ces personnes fuient de nouveaux affrontements armés près de Bunagana. Elles trouvent refuge vers des centres collectifs (églises et écoles) de Kabindi, Rwanguba et Kinoni, dans la Zone de Santé de Rwanguba. De violents combats ont éclaté dimanche matin dans l'Est de la RDC à la suite d'une nouvelle attaque du M23. La cité de Bunagana est sous contrôle du M23 depuis lundi 13 juin. Les Fardc accusent l'armée rwandaise d'occuper cette cité frontière entre la RDC et l'Ouganda. Elles promettent d'en tirer toutes les conséquences, en

appelant la population locale au calme et à ne pas céder à la panique. La reprise des affrontements aux environs de Bunagana a affecté les activités humanitaires qui ont repris dans cette zone il y a une dizaine de jours. **L'armée s'est retirée de Bunagana « pour éviter des dégâts collatéraux sur la population » (société civile).** « Les bombes commençaient déjà à tomber non loin de Bunagana, et les Fardc n'ont pas voulu s'affronter avec les rebelles dans la cité de Bunagana, pour éviter qu'il y ait des dégâts sur la population. Tout le monde a fui. C'est une cité déserte. Les Fardc sont dans les villages voisins de Bunagana », a déclaré le président de la société civile. Il regrette que le M23 se livre aux pillages de Bunagana et a cassé des cadenas de certains bureaux. **Occupation de Bunagana : le M23 représente les revendications des pays frontaliers (Jean-Jacques Wondo).** « Une rébellion ne peut pas prospérer sans bénéficier des soutiens frontaliers. Ce que le M23 n'a pas obtenu lors des négociations à Nairobi, il cherche à l'obtenir par la force, en mettant les autorités congolaises devant le fait accompli », a déclaré l'analyste politique et spécialiste des questions militaires, dans son intervention à Radio Okapi, qui suppose qu'il y aurait une coalition pour occuper une partie du Nord-Kivu. Il indique que le M23 utilise la tactique « fight and talk »: le M23 discute quand ça l'arrange et recourt aux moyens militaires quand il n'obtient pas ce qu'il veut par la négociation.

**L'armée décidée à défendre Bunagana malgré « l'invasion du Rwanda », assure le général Ekenge.** Il indique que l'occupation de cette partie du territoire national congolais par le M23 est « une invasion du Rwanda ». Pour lui les troupes rwandaises sont intervenues à découvert cette fois-ci, en réponse aux nombreux revers que venaient de subir le M23 face aux Fardc, le week-end dernier, dans le groupement de Jomba. Face à cette « invasion » de la RDC, les FARDC tireront toutes les conséquences qui s'imposent, et défendront la patrie. La cité de Bunagana est restée, jusqu'à mardi 14 juin matin, occupée par les rebelles du groupe terroriste M23. Des éléments du M23 ont pillé la nuit dernière des boutiques, maisons d'habitations et certains bureaux. Les butins auraient été chargés dans des camions avant de les faire traverser vers les pays voisins. Au sujet des populations déplacées vers l'Ouganda, le chef du groupement de Jomba indique qu'à part les quelques dispositions d'accueil mises en place, aucune assistance n'a été accordée aux réfugiés congolais, jusqu'à présent. **Prise de Bunagana par le M23 : l'histoire se répète 10 ans après ! Rappel des faits.** Au lancement de leur rébellion, en mai 2012 déjà, les troupes du M23 avec à la tête Makenga Sultani avaient pris le contrôle de la cité de Bunagana, en passant par les collines de Runyoni et Chanzu. La conquête était partie, une fois encore, de Sabinyo, au croisement des frontières de la RDC, l'Ouganda et le Rwanda. L'occupation de cette cité stratégique avait ainsi donné à cette rébellion toutes les opportunités de prendre successivement Rutshuru-centre et Kiwanja dans le territoire de Rutshuru ; Le M23 avait ensuite contrôlé une bonne partie du territoire de Nyiragongo, et tenté d'encercler la ville de Goma, en prenant la colline de Mutao, dans le Nyiragongo, le 20 mai 2012. Ce qui avait causé la prolifération des groupes armés autour des localités occupées par les rebelles du M23 et déguarnies par l'armée. La prise de la cité de Bunagana avait alors poussé la communauté internationale, à appeler, en juillet 2012, à des négociations entre le gouvernement congolais et la rébellion du M23 sous la médiation de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL). Ces négociations commencées en août 2012, ont faibli quand, le 7 novembre 2013, à l'issue de l'opération militaire Pomme-Orange, la rébellion avait battu en retraite. Sultani Makenga, chef rebelle du M23 avec au moins 300 de ses hommes avaient fui vers l'Ouganda, avant de revenir encore en RDC en Janvier 2017. Cette rébellion n'était alors composée que d'une poignée d'hommes avec à sa tête, Makenga Sultani. Entre 2017 et 2021, le M23 se réorganise dans la forêt et recrute. A partir d'octobre 2021, ce mouvement rebelle a commencé des offensives sporadiques contre les positions des FARDC dans la région de Rutshuru. En mai 2022, lorsque ce mouvement rebelle choisit la voie des armes et ne répond pas à l'invitation du gouvernement pour des consultations à Nairobi, Kinshasa décide alors de le considérer désormais comme « mouvement terroriste ».

**L'armée doit être dotée de moyens nécessaires pour sécuriser les frontières (Jacques Djoli).** Le vice-président de la commission Défense et sécurité à l'Assemblée nationale indique que 3,9% des ressources réservées aux Fardc sont insuffisants. « Nous devons protéger notre population, donner la paix. Pour cela, il faut une armée capable de s'assumer, et ça nécessite des moyens », a soutenu Jacques Djoli.

**Kwilu : les enseignants de Gungu réclament le paiement de leurs salaires de deux mois.** Ils exigent le paiement de leurs salaires des mois d'avril et de mai 2022 par l'Ecobank, la banque chargée de leur paie. Ils disent être payés chaque fois en retard, soit 65 jours après l'échéance et avec beaucoup de difficultés. D'autres catégories sociales, dont la société civile, ont aussi pris part à cette marche pour appuyer les enseignants. Toutes les activités scolaires ont été paralysées ce lundi dans le territoire de Gungu à la suite de cette marche des enseignants.

**Tenue de la table ronde régionale conjointe sur la paix et la sécurité à Bujumbura (Burundi)** Cette table Ronde, organisée par la conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL), réunit les représentants des gouvernements, les organisations partenaires et les bailleurs des fonds. Les différents acteurs vont échanger pendant deux jours autour des résultats du programme Paix et Sécurité de la CIRGL, mis en place depuis 2020.



**Bunia : la nouvelle société civile dénonce l'érection de plus de 70 barrières « illégales » à Mambasa.** Il s'agit du tronçon Makeke-Edingwe sur la RN44 et sur l'axe Komanda-Mambasa-Niania. Cette pratique impacte négativement sur les prix du transport des personnes qui payent désormais deux fois plus cher que le tarif normal. L'administrateur du territoire invite les victimes de ces actes à les dénoncer auprès des autorités locales.

**Bukavu : des enseignants bénéficient d'une moto à crédit.** Le syndicat national des enseignants catholiques, (SYNECAT) a lancé officiellement le projet "motos à crédit". Elle vise à doter les enseignants du primaire et secondaire de motos à crédit pour leur permettre d'une part, de se déplacer aisément pour se rendre à l'école, d'autre part d'avoir une source des revenus, car, cette moto peut faire le taxi, selon le Syndicat national des enseignants catholiques. "Chaque enseignant qui sera intéressé va accéder à la moto avec la convention de sa banque qui la paie pour les enseignants qui sont régulièrement payé ", a précisé ce syndicaliste.

**Uvira : la Monusco sensibilise des jeunes et des femmes sur la paix et la sécurité.** L'objectif était de «contribuer aux efforts de renforcement des mécanismes de résolution des conflits pour la promotion de la paix et la cohésion sociale entre les communautés locales ». La Monusco a organisé cette campagne de sensibilisation, en collaboration avec les femmes leaders communautaires pour la paix. « Pour les femmes, nous avons fait aussi recours à la résolution 1325 qui appelle les femmes aussi à s'impliquer davantage non seulement dans la prise de décision, mais aussi de participer à part entière comme agent de la recherche de la paix ».

**Kinshasa : les pays de la CIRGL mutualisent leurs efforts contre le terrorisme et la criminalité.** La ministre de la Justice a ouvert, les travaux de la conférence sur la coopération judiciaire entre les Etats membres de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs. Pour la ministre de la Justice, les experts réunis pour ces travaux devront réfléchir sur les moyens de réduire la longueur d'avance qu'ont les criminels sur le système judiciaire. Le système judiciaire des Etats de la CIRGL se trouve confronté, par conséquent, à plusieurs défis quant aux enquêtes et poursuites desdits criminels, sans compter ceux liés au recouvrement des avoirs illicites.

**La radio communautaire "La voix de Mikenso" saccagée par le M23 à Bunagana (JED).** Tous les équipements de haute et basse fréquence, indique-t-elle, ont été emportés pendant l'occupation de la cité. La cité de Bunagana est passée, depuis ce lundi matin 13 juin, sous contrôle du M23, sans combats, après le retrait des Fardc.

**Mai-Ndombe: Rita Bola confirmée gouverneur de la province.** La décision de la cour d'appel est tombée lundi 13 juin dans la soirée. L'affaire opposait la gouverneure élue du Mai-Ndombe Rita Bola au sénateur Frédéric Mwafwa, candidat malheureux à l'élection de gouverneur.

**Nord-Kivu : les opérateurs économiques de Mangurejipa poursuivent leur grève.** Plus de la moitié des commerces est restée fermée ce mardi à Mangurejipa. Les tenanciers affirment que leur action a pour but de protester contre le regain d'insécurité dans la région, mais également de se solidariser avec un des leurs, victime d'un cambriolage d'hommes armés dimanche dernier. L'infortuné avait été blessé par balle par ces bandits.

**Maniema : les frais de participation au Test national d'orientation fixés à 30 USD.** Ce test est prévu le 7 et 8 juillet prochain pour la première fois sur l'ensemble du pays. Il faut que les parents payent le plus vite afin que les enfants qui vont l'effectuer pour la première fois ne soient pas traumatiser.

**Lubumbashi : Mgr Fulgence Muteba annonce un colloque sur « l'itinérance du vivre ensemble ».** Ce colloque est placé sous le thème : « Osons une fraternité constructive au-delà de nos différences ». Il intervient après le forum sur l'unité et la réconciliation des Katangais, qui promeut la tolérance, la paix et la solidarité entre ceux qui partagent le même espace katangais. Selon Mgr Fulgence Muteba, ce colloque réunira près cinq cents personnes parmi lesquelles les membres des partis politiques, des associations socio culturelles, de la société civile ainsi que ceux d'autres communautés congolaises et étrangères vivant dans l'archidiocèse de Lubumbashi. Les objectifs poursuivis sont la lutte individuelle et collective contre toute sorte d'exclusion, de discrimination, de xénophobie de stigmatisation, de frustration, de discours haineux et incitateurs à la violence, des comportements voire des provocations de nature à compromettre la paix sociale et le bien-être dans notre société.

**Assemblée nationale : le ministre des Finances dépose le projet de loi portant reddition des comptes 2021.** Selon des sources parlementaires, le gouvernement a ainsi respecté le délai fixé par la loi des finances publiques, qui exige au gouvernement de déposer la loi de reddition des comptes avant la clôture de la session de mars. Il estime que le débat sur ce texte aura lieu au cours de la session de septembre.



**Butembo : des jeunes répondent à une collecte spéciale de sang.** Une collecte spéciale de sang a été organisée ce 14 juin au niveau du centre de la transfusion sanguine de l'antenne de la division provinciale de la santé de Butembo au Nord-Kivu. Elle a mobilisé surtout un public jeune. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la journée mondiale des donneurs de sang, célébrée à cette date de chaque année. **Le Nord-Kivu en tête avec 90% de sang venant de donateurs bénévoles.** La journée mondiale des donneurs de sang est célébrée ce mardi 14 juin sur le thème : « Donnez son sang, acte de solidarité : rejoignez le mouvement et sauvez des vies ». Le sang collecté dans le pays, en 2021, ne représentait que 57% des besoins, selon le centre national de transfusion sanguine.

**Agression de la RDC : Mbose N'kodia met en garde les députés.** La plénière a examiné et voté séance tenante le projet de loi portant habilitation du gouvernement. Au moment où le Parlement s'apprête à partir en vacances ce mercredi, ce projet de loi va permettre au gouvernement de proroger l'état de siège, en vigueur en Ituri et au Nord-Kivu, et de légiférer sur certaines matières urgentes. A cette occasion, le président de l'Assemblée nationale a insisté sur l'unité de tous les élus pour sauver la nation. Le président de l'Assemblée nationale a, en outre, affirmé que les députés avaient cotisé 200 000 USD pour soutenir les FARDC engagées aux fronts.

**Mercredi 15 juin.**

**Prise de Bunagana : « Nous n'avons rien vu, ni entendu que les Ougandais auraient trahi leurs alliées FARDC » (Monusco)** La Monusco a qualifié, le 14 juin, de « non-sens » les allégations selon lesquelles l'armée ougandaise aurait trahi les FARDC, en facilitant aux rebelles M23 la prise de Bunagana (Nord-Kivu). L'officier de liaison de la Monusco auprès des FARDC, se demande par ailleurs « comment l'Ouganda, qui participe de façon active à combattre - en collaboration avec les FARDC et la Monusco, notamment le groupe ADF près de la région de Beni et dans le Sud de l'Ituri - aurait pu, tout d'un coup, se mettre à trahir le Congo ? » Il a par ailleurs réitéré l'appel au calme lancé à toutes les parties par la cheffe de la Monusco, Bintou Keita. **Les USA se disent préoccupés par la présence des soldats rwandais en RDC.** « Nous sommes extrêmement préoccupé par les récents combats dans l'Est de la RDC et la présence signalée de forces rwandaises sur le territoire de la RDC ». L'ambassade américaine a en outre désapprouvé ces actions susceptibles d'augmenter le risque de violences et de destruction dans la partie Est de la RDC. **Nord-Kivu : un acteur socio politique craint que Bunagana constitue une source de revenus pour le M23.** Acteur socio-économique au Nord-Kivu, Pépé Mikwa estime que le flux commercial, passant par Bunagana est tellement important que sa prise risque d'asphyxier la ville de Goma. Il fait savoir que la cité de Bunagana constitue un triangle de plusieurs km<sup>2</sup> où transitent des marchandises pour un million de dollars américains, chaque mois. Bunagana est stratégique dans les échanges commerciaux transfrontaliers entre le Nord-Kivu et les pays frontaliers dont l'Ouganda et le Rwanda. **Nord-Kivu : accalmie observée ce mercredi sur les lignes de fronts à Rutshuru,** cela quelques heures après que les FARDC ont repoussé une attaque du M23 dans un village du groupement Jomba. L'armée maintient ses positions sur tout l'axe Rutshuru-Premidis, en passant par Tchengerero, alors que Bunagana reste encore sous occupation rebelle. Les cadres de base de Bunagana, en déplacement à Kisoro (Ouganda), déplorent, cependant, quelques mouvements des véhicules entre le territoire ougandais et la cité de Bunagana, en faveur des rebelles. Ces derniers, après avoir cassé les portes des bureaux des services aux frontières, gèreraient ces trafics pour leur compte. **Les troupes de la Monusco "en position défensive" près de Bunagana,** envisagent, dans le cadre des opérations en cours, de reprendre la position de cette cité du Nord-Kivu passée aux mains du M23 depuis lundi dernier. Depuis le 22 mai 22, les troupes de la Monusco sont déployées dans la zone générale pour dissuader le M23 de commettre de nouvelles atrocités." La Cheffe de la mission onusienne invite les acteurs du conflit à la compassion pour que cessent les massacres des civils, des femmes et des enfants. Elle a appelé les groupes armés à donner « une chance à la main tendue par les chefs d'Etats Félix Tshisekedi et Uhuru Kenyatta à travers le processus de Nairobi ». **Nord-Kivu : le Mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL se déploie à Rutshuru.** "Présentement, il y a une équipe du mécanisme conjoint de vérification qui est sur le terrain à Rutshuru pour aller vérifier la situation réelle sur le terrain. C'est ça notre mission. L'espoir doit toujours demeurer ; ce n'est pas pour rien qu'on a mis en place ce genre de mécanisme pour résoudre ce genre de problème. Vous vous souvenez qu'il y a eu tout récemment le sommet des Chefs d'Etats à Nairobi, c'était pour chercher des solutions pour éradiquer ce problème qui dure des décennies. Ça affecte non seulement la RDC, mais toute la région. Donc, il faut qu'au niveau stratégique, au niveau de nos chefs d'Etats, au niveau politique, qu'ils s'asseyent pour prendre à bras le corps cette situation pour essayer de mettre un terme car la population est vraiment affectée" déclare le colonel Aristide Botonga, expert du Congo-Brazzaville au sein de ce mécanisme.

**Est de la RDC : Julien Paluku accuse les mouvements rebelles de freiner l'élan économique du pays.** «Alors que la RDC veut amorcer sa relance économique, la guerre recommence. Tout le monde sait qu'à Bunagana, on allait lancer les travaux d'asphaltage de la route Bunagana-Rutshuru-Goma ensuite Kasindi-Beni-

Butembo qui constituent des piliers et des corridors de développement importants », a-t-il révélé. Face à la situation actuelle de Bunagana, l'ancien gouverneur du Nord-Kivu a invité la population du Nord-Kivu au calme. Pour plusieurs analystes, cette cité est stratégique, puisque frontalière avec l'Ouganda voisin. Elle a toujours été une zone de prédilection pour des rébellions telles que le M23 ou encore l'ancien groupe armé CNDP, bien avant lui.

**Adolphe Muzito appelle l'Etat à restituer les terres aux communautés locales.** Cette activité s'inscrit dans le cadre de la campagne de l'élaboration du programme social, économique et politique intitulée « Offre Politique ». Pour Adolphe Muzito, l'ancien Premier ministre, la restitution des terres aux communautés permettra à l'Etat congolais d'atteindre la démocratisation politique et économique. Il a également signalé que la gestion des propriétés minières et foncières est à la base de plusieurs conflits en RDC, d'où la nécessité d'examiner cette question avec les chefs des terres. Pour sa part, l'un des participants, venu du Kasai-Central, Mulamba Mukoma, a demandé à l'Etat Congolais de s'investir pour rétablir l'autorité coutumière.

**Ituri : attaques présumées de la Codeco, 8 morts à Djugu** et kidnappé 6 autres dans deux attaques survenues, mardi 14 juin, aux villages Ndiridjo et Bandombo, en territoire de Djugu (Ituri). Selon des sources concordantes, ces assaillants ont également incendié plusieurs maisons et se sont livrés au pillage des biens de la population.

**Nord-Kivu : Incursion des ADF, 4 morts à Mambamike.** Il y a quatre jours, les mêmes assaillants ont tué quatre civils dans le village Mayimoya, dans le territoire de Beni. Une attaque ayant occasionné le déplacement massif de population vers des zones sécurisées, alors que la situation sécuritaire reste précaire à Mayimoya.

**Avec 7 millions d'habitants, l'Ituri ne dispose pas de banque de sang.** « Il n'y a pas de banque de sang bien structurée, viable. Pour trouver du sang, la population recourt toujours aux membres de famille. Elle court le risque d'attraper plusieurs maladies et il y a des décès ». Par ailleurs, les travaux de construction d'un centre de transfusion sanguine sont en cours. Ils sont financés par l'ONG Memisa.

**Nord-Ubangi : 2 morts à la suite d'un accrochage communautaire à Taragini.** Des sources locales rapportent que les parties en conflit se disputent depuis longtemps une portion des terres pour leurs activités champêtres. L'administrateur du territoire qui est allée imposer l'accalmie demande l'intervention de la justice en vue d'un règlement définitif de ce conflit foncier. Il affirmé que les blessés sont admis aux centres de santé alors que les corps de personnes décédées ont été inhumés en présence de la délégation territoriale. Il a en outre déploré la partialité des autorités coutumières locales dans le traitement de ce dossier.

**Kinshasa : prestation de serment de 3 nouveaux juges constitutionnels.** Le Chef de l'Etat a reçu ce 15 juin devant le Congrès au Palais du peuple les serments des trois nouveaux juges de la Cour constitutionnelle qu'il venait de nommer. Les nouveaux juges ont juré loyauté et fidélité au magistrat suprême, à la Constitution, impartialité et de garder le secret de leurs délibérés. Le Chef de l'Etat a pris acte de leurs serments.

**Butembo : 78 poches de sang collectées en un jour auprès de donateurs bénévoles.** Le responsable de ce centre, Emmanuel Amisi Sefu, se dit moyennement satisfait du résultat de la campagne, car plusieurs autres personnes se sont présentées pour faire le don du sang, mais n'ont pas rempli les critères d'éligibilité.

**123 000 déplacés comptés à Rusthuru et Nyiragongo depuis mai (HCR),** et au moins huit mille personnes ayant traversé la frontière pour se réfugier en Ouganda à la suite des affrontements déclenchés depuis mai 2022. Ces chiffres ont été donnés par la nouvelle Représentante du HCR en RDC, ce mercredi 15 juin.

**Nord-Kivu : la cour militaire en audiences foraines à Beni.** Pendant dix jours, cette juridiction va statuer sur les dossiers en appel dans le procès des rebelles ougandais des ADF et d'autres relevant de la justice militaire. Parmi les 41 dossiers qui seront examinés, figure celui de treize militants du mouvement citoyen "Lutte pour le changement" (LUCHA). Ils étaient condamnés pour désobéissance civile, en avril dernier, à douze mois de servitude pénale principale par le tribunal militaire de garnison de Beni.

**La CIRGL réaffirme son engagement à promouvoir la paix dans les 12 pays membres,** à travers le programme d'éducation à la paix repris dans un manuel élaboré pour cette fin. "L'éducation à la paix est un projet très important pour éduquer nos enfants dès le bas âge à comprendre que la paix est une bonne chose et qu'ils doivent cultiver la paix pour l'avenir de notre pays. Et ce programme, nous allons le soumettre au niveau du gouvernement pour que cela soit effectivement intégré dès l'école primaire, secondaire jusqu'à l'université. C'est un programme qui est très capital". La Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL) retient également la stratégie de médiation, comme mode de règlement des conflits communautaires dans la région.

**Nord-Kivu : les missions humanitaires sur l'axe Rutshuru-Bunagana suspendues (OCHA).** Les habitants de Bunagana, qui sont en déplacement en Ouganda, sont cantonnés, les uns dans l'agglomération de Kisoro, quelques mètres du poste frontalier de Bunagana. Les autres ont été transférés par les humanitaires vers les camps des réfugiés de Kyaka, Nakivale ou Kyangwali. Leurs conditions sont déplorables, et ils n'attendent que la stabilité à Bunagana pour vite rentrer. Les autres déplacés de l'axe Tchengerero, ayant fui vers Rutshuru-Centre, se sont ralliés aux autres déplacés des multiples vagues de depuis fin mars 2022. Ils sont dans des écoles, églises, familles et autres sites de fortune, précise le chef de la chefferie de Bwisha, Mwami Ndeze. Ceux-là aussi vivent difficilement, précise-t-il. OCHA informait, en début de semaine, que les affrontements entre l'armée congolaise et les rebelles du M23, depuis dimanche matin dans la périphérie de Bunagana, avaient occasionné la fuite d'au moins 25 000 personnes, y compris des personnes déplacées et retournées, qui étaient à Bunagana. Cette situation, selon OCHA, a affecté les activités humanitaires. Après interruption du trafic Rutshuru-Bunagana, le 12 juin, une mission inter-agences qui était planifiée par OCHA le 13 juin sur cet axe, a été annulée, dit OCHA.

**La RDC devrait plutôt engager une guerre économique avec le Rwanda, estime Dr Jo Sekimonyo.** "On sait que le Rwanda a un problème avec l'Ouganda. Il est fermé au Burundi et a un problème avec la Tanzanie. On est les principaux partenaires économiques pour le Rwanda. Le Rwanda ne peut pas vivre sans le Congo, mais le Congo peut vivre sans le Rwanda". L'expert congolais en politique économique a, par ailleurs, proposé les clés pour faire peur sur le plan économique : "On peut par exemple faire passer une loi interdisant à tout citoyen congolais ou toute compagnie enregistrée au Congo de faire du business avec tout citoyen rwandais ou le Rwanda. Juste la notion en elle – même, même si elle est complexe dans son application, ça perturbe l'économie du Rwanda. On n'a pas besoin de faire une guerre militaire au Rwanda, juste économiquement, ça a plus d'impact."

